



World Food Programme
Programme Alimentaire Mondial
Programa Mundial de Alimentos
برنامج الأغذية العالمي

Conseil d'administration
Première session ordinaire
Rome, 25-27 février 2019

Distribution: générale	Point 8 de l'ordre du jour
Date: 31 janvier 2019	WFP/EB.1/2019/8-A/2
Original: anglais	Questions opérationnelles – Plans stratégiques de pays
	Pour approbation

Les documents du Conseil d'administration sont disponibles sur le site Web du PAM (<https://executiveboard.wfp.org/fr>).

Plan stratégique de pays – Cambodge (2019-2023)

Durée	1 ^{er} janvier 2019-31 décembre 2023
Coût total pour le PAM	50 241 310 dollars É.-U.
Marqueur de l'âge et de l'égalité femmes-hommes*	3

* <http://gender.manuals.wfp.org/en/gender-toolkit/gender-in-programming/gender-and-age-marker/>

Résumé

Au cours des deux dernières décennies, le Cambodge a connu une croissance économique soutenue qui lui a permis d'accéder en 2016 au statut de pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure. Malgré des progrès considérables, les inégalités persistent tant entre hommes et femmes que dans le secteur socioéconomique, entravant ainsi l'accès à une alimentation nutritive. La sécurité alimentaire et la nutrition sont menacées par des crises, un contexte alimentaire en rapide évolution et des dysfonctionnements du système alimentaire.

Le présent plan stratégique de pays, d'une durée de cinq ans, a été établi à partir de l'examen stratégique à mi-parcours de la stratégie nationale pour la sécurité alimentaire et la nutrition (2014-2018), mené par le Gouvernement en 2017, et les priorités définies dans le plan national de développement stratégique (2014-2018) et du cadre national de politique générale en matière de protection sociale (2016-2025). Le plan stratégique de pays est conforme au Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement pour 2019-2023. Il contribue aux objectifs de développement durable 2 et 17 et aux résultats stratégiques du PAM 1, 4, 5 et 8 au moyen de cinq effets directs stratégiques, à savoir:

Coordonnateurs responsables:

M. D. Kaatrud
Directeur régional
Asie et Pacifique
courriel: david.kaatrud@wfp.org

Mme F. Erdelmann
Directrice de pays
courriel: francesca.erdelmann@wfp.org

- D'ici à 2025, les communautés vulnérables ont accès à des aliments nutritifs, sûrs, variés, faciles à préparer, disponibles à un prix abordable et correspondant à leurs préférences.
- D'ici à 2023, la résilience des communautés pauvres et vulnérables face aux chocs et aux tensions auxquels est soumis le système alimentaire est renforcée.
- D'ici à 2025, les capacités des institutions nationales et infranationales en matière d'atténuation des risques auront été renforcées, et celles-ci mèneront une action concertée de préparation aux chocs et d'intervention en cas de crise.
- D'ici à 2030, les institutions nationales et infranationales disposent de capacités renforcées pour définir, coordonner et mettre en place des interventions éclairées, efficaces et équitables permettant d'atteindre les objectifs de sécurité alimentaire et de nutrition.
- Les partenaires de l'aide humanitaire et de l'aide au développement ont accès tout au long de l'année aux services communs liés à la chaîne d'approvisionnement.

Le PAM poursuivra sa transition, abandonnant progressivement l'exécution directe des activités au profit du renforcement des capacités nationales et de l'élaboration de modèles de programmes transposables à plus grande échelle. Il s'attachera à collaborer avec le Gouvernement pour améliorer sa capacité de prestation de services sociaux, renforcer les systèmes alimentaires infranationaux ainsi que les capacités de réduction des risques posés par les chocs. Il aura également recours à des technologies novatrices et à des outils d'analyse pour améliorer le flux d'information et faciliter la prise de décisions; il s'efforcera de promouvoir l'inclusion, l'équité et l'égalité en tenant compte des dynamiques relatives à la problématique femmes-hommes, à l'âge et au handicap dans toutes les activités. Le PAM travaillera en collaboration étroite avec le Gouvernement, d'autres organismes des Nations Unies, la société civile et des organisations non gouvernementales, des établissements universitaires et le secteur privé pour atteindre ces résultats.

Projet de décision*

Le Conseil approuve le plan stratégique pour le Cambodge (2019-2023) (WFP/EB.1/2019/8-A/2), pour un coût total pour le PAM de 50 241 310 dollars É.-U.

* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" publié à la fin de la session du Conseil.

1 Analyse de la situation

1.1 Contexte national

1. Ces deux dernières décennies, le Cambodge a connu une croissance rapide de son produit intérieur brut (PIB), ce qui lui a permis d'être classé en 2016 dans la catégorie des pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure¹. L'agriculture (et plus particulièrement la production de riz), l'industrie de l'habillement et les secteurs de la construction et du tourisme ont été les éléments moteurs de la croissance économique, dont le taux annuel s'établit à 7 pour cent. Toutefois, la hausse des salaires et les déficits de compétences érodent la compétitivité du pays dans le secteur manufacturier².
2. Si le niveau de pauvreté liée au revenu a fortement reculé, passant de 47,8 pour cent en 2007 à 13,5 pour cent en 2014, 28 pour cent de la population vivent dans un état de "quasi-pauvreté" et un tiers des Cambodgiens est en situation de pauvreté multidimensionnelle³. Par ailleurs, plus de 30 pour cent des ménages pauvres recensés dans le cadre du programme "ID-poor"⁴ sont dirigés par une femme⁵.
3. Le Cambodge se situe en 146^{ème} position sur 189 pays selon l'indice de développement humain, ce qui témoigne de la persistance d'inégalités⁶ souvent dues aux disparités entre les sexes. Les femmes ont un accès limité aux ressources et leurs salaires sont inférieurs à ceux des hommes⁷; elles sont moins nombreuses à travailler dans le secteur du travail formel (77 pour cent contre 89 pour cent pour les hommes)⁸ et assument de lourdes responsabilités en matière de prestation de soins, qui ne sont pas rétribuées⁹.
4. Au Cambodge, 11 pour cent des femmes et 9 pour cent des hommes¹⁰ souffrent d'un handicap, ce qui les expose davantage à la pauvreté; statistiquement, leur niveau d'instruction est faible et ils sont victimes de discrimination et d'exclusion. Les femmes souffrant d'un handicap subissent aussi des violences familiales considérables et leur accès

¹ Groupe de la Banque mondiale. 2017. *Cambodia: Sustaining Strong Growth for the Benefit of All. A Systematic Country Diagnostic*. Washington. Disponible à l'adresse <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/27149>.

² Banque asiatique de développement. 2018. *Asian Development Outlook 2018: How Technology Affects Jobs*. Disponible à l'adresse <https://www.adb.org/publications/asian-development-outlook-2018-how-technology-affects-jobs>.

³ Oxford Poverty and Human Development Initiative. 2017. *Cambodia Country Briefing, Multidimensional Poverty Index Data Bank*. Disponible à l'adresse www.dataforall.org/dashboard/ophi/index.php/mpii/country_briefings.

⁴ Le programme de recensement des ménages pauvres "ID-Poor", introduit par le Ministère du plan en 2006, a pour objectif de recenser et de cibler les ménages pauvres et vulnérables.

⁵ Conseil pour le développement agricole et rural. 2017. *Mid-Term and Strategic Review of the National Strategy for Food Security and Nutrition 2014–2018: I. Progress inventory 2016*. Phnom Penh. Disponible à l'adresse http://foodsecurity.gov.kh/assets/uploads/media/_20180503_075027_.pdf.

⁶ Programme des Nations Unies pour le développement. 2018. *Human Development Indices and Indicators: 2018 Statistical Update*. Disponible à l'adresse http://hdr.undp.org/sites/default/files/2018_human_development_statistical_update.pdf.

⁷ Institut national de la statistique et Ministère du plan. 2014. *Cambodia Socio-Economic Survey 2014*. Disponible à l'adresse <https://www.nis.gov.kh/nis/CSSES/Final%20Report%20CSSES%202014.pdf>.

⁸ Institut national de la statistique et Ministère du plan. 2015. *Cambodia Socio-Economic Survey 2015*. Disponible à l'adresse <https://www.nis.gov.kh/nis/CSSES/Final%20Report%20CSSES%202015.pdf>.

⁹ Nations Unies. 2018. *Cambodge – Bilan commun de pays: Aperçu (version provisoire non publiée)*.

¹⁰ Institut national de la statistique, Direction générale de la santé et ICF International. 2015. *Cambodia Demographic and Health Survey 2014*. Disponible à l'adresse <https://dhsprogram.com/pubs/pdf/fr312/fr312.pdf>.

aux services est limité^{11,12}. Face à cette situation, le Gouvernement cambodgien a adopté plusieurs textes de loi et mis en œuvre des stratégies visant à améliorer les conditions de vie des personnes handicapées.

1.2 Progrès vers la réalisation de l'objectif de développement durable 2

5. Le Cambodge a fait de grands pas en avant vers la concrétisation de l'objectif de développement durable (ODD) 2, mais il reste encore beaucoup à faire pour atteindre l'objectif de l'élimination de la faim d'ici à 2030. L'examen stratégique à mi-parcours¹³ de la stratégie nationale pour la sécurité alimentaire et la nutrition (2014-2018)¹⁴, mené par le Gouvernement, a permis de formuler des recommandations propres à éclairer l'élaboration de la stratégie nationale pour 2019-2023 et des stratégies de concrétisation des cibles des ODD.
6. *Accès à une alimentation suffisante tout au long de l'année (cible 1 de l'ODD 2)*. Bien que l'incidence de la faim ait nettement reculé au Cambodge, le pays figure encore parmi ceux dont la situation à cet égard est considérée comme "grave"¹⁵. Le taux de prévalence de la sous-alimentation s'établit à 15,3 pour cent¹⁶ selon les bilans alimentaires nationaux, mais à 31 pour cent¹⁷ d'après les données relatives aux dépenses des ménages. La diversité des apports alimentaires au sein des ménages n'est pas suffisante dans 12 pour cent des cas; ce manque de diversité touche plutôt davantage les ménages ruraux pauvres et ceux dirigés par une femme (12,8 pour cent) que ceux dirigés par un homme (11,2 pour cent)¹⁸. Environ 21 pour cent des ménages cambodgiens n'ont pas toujours les moyens d'accéder à une alimentation nutritive¹⁹.
7. *Mettre fin à toutes les formes de malnutrition (cible 2 de l'ODD 2)*. Trente-deux pour cent des enfants de moins de 5 ans présentent un retard de croissance et 10 pour cent souffrent d'émaciation. On n'observe pas de différences significatives entre les filles et les garçons dans les quintiles de richesse inférieurs²⁰. Les carences en micronutriments (zinc, iode et complexe de vitamine B), sont largement répandues chez les femmes en âge de procréer et

¹¹ Agence suédoise de coopération internationale au développement. 2015. *Disability Rights in Cambodia*. Disponible à l'adresse <https://www.sida.se/globalassets/sida/eng/partners/human-rights-based-approach/disability/rights-of-persons-with-disabilities-cambodia.pdf>.

¹² Astbury, J. et F. Walji. 2013. *Triple Jeopardy: Gender-based violence and human rights violations experienced by women with disabilities in Cambodia*. Canberra, Agence australienne pour le développement international. Disponible à l'adresse <http://gsdrc.org/document-library/triple-jeopardy-gender-based-violence-and-human-rights-violations-experienced-by-women-with-disabilities-in-cambodia>.

¹³ Conseil pour le développement agricole et rural. 2017. *Mid-Term and Strategic Review of the National Strategy for Food Security and Nutrition 2014–2018: I. Progress inventory 2016*. II Situation Update 2017; III Strategic Direction Towards 2030. Available at <https://bit.ly/2MgT6mM> (part I), <https://bit.ly/2vcDPgC> (part II) and <https://bit.ly/2KjYNYO> (part III).

¹⁴ Conseil pour le développement agricole et rural. 2014. *National Strategy for Food Security and Nutrition (NSFSN 2014–2018)*. Disponible à l'adresse http://foodsecurity.gov.kh/assets/uploads/media/_20160707_093107_.pdf.

¹⁵ Von Grebmer, K. et al. 2017. *2017 Global Hunger Index: The inequalities of hunger*. Disponible à l'adresse <https://doi.org/10.2499/9780896292710>. Note: On ne dispose d'aucune donnée ventilée par sexe ou par âge.

¹⁶ Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et autres organismes. 2017. *L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2017. Renforcer la résilience pour favoriser la paix et la sécurité alimentaire*. Rome. Disponible à l'adresse <http://www.fao.org/3/a-17695f.pdf>.

¹⁷ Institut national de la statistique et Ministère du Plan. 2014. *Cambodia Socio-Economic Survey*. (Non publiée).

¹⁸ Institut national de la statistique et Ministère du Plan. 2014. *Cambodia Socio-Economic Survey 2014*. Disponible à l'adresse <https://www.nis.gov.kh/nis/CSSES/Final%20Report%20CSSES%202014.pdf>.

¹⁹ PAM. 2017. *Fill the Nutrient Gap: Cambodia. Summary Report*. Disponible à l'adresse https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000070325/download/?_ga=2.8925621.165838127.1532364968-1488892763.1526124426.

²⁰ Institut national de la statistique, Direction générale de la santé et ICF International. 2015. *Cambodia Demographic and Health Survey 2014*. Disponible à l'adresse <https://dhsprogram.com/pubs/pdf/fr312/fr312.pdf>.

chez les enfants²¹. On estime que la dénutrition coûte au Cambodge environ 1,7 pour cent de son PIB annuel²² et qu'elle pèse lourdement sur les taux de mortalité, tout en nuisant à la santé et à la productivité de la population. Par ailleurs, la surcharge pondérale et l'obésité sont en augmentation; 18 pour cent des femmes en âge de procréer sont en surpoids ou obèses (surtout les femmes plus âgées), mais 14 pour cent présentent une insuffisance pondérale (notamment les plus jeunes)²³.

8. *Doubler la productivité agricole et les revenus des petits producteurs alimentaires (cible 3 de l'ODD 2)*. Soixante-dix-neuf pour cent de la population cambodgienne vivent en milieu rural. Parmi la population active, l'agriculture emploie 39 pour cent des hommes et 44 pour cent des femmes. La plupart des agriculteurs (56 pour cent) sont des petits producteurs exploitant moins de 1 hectare de terre; 88 pour cent des terres appartiennent à des ménages dirigés par un homme²⁴.
9. Le riz constitue la principale production et représente 72 pour cent des activités de plantation au niveau national. Malgré la croissance de la production agricole, les rendements demeurent faibles et sont affectés par les chocs liés au climat. À la suite des aléas climatiques associés au phénomène El Niño survenus en 2015/2016, 13 pour cent des ménages ont contracté de nouvelles dettes, ce qui a porté à près de 50 pour cent le pourcentage des familles endettées²⁵.
10. *Assurer la viabilité des systèmes alimentaires (cible 4 de l'ODD 2)*. Le Cambodge est le huitième pays le plus exposé aux catastrophes²⁶. Les inondations et les sécheresses, qui menacent souvent les systèmes alimentaires, vont à l'avenir augmenter en fréquence et en intensité. Environ 1,7 million de Cambodgiens sont actuellement exposés aux inondations, et on s'attend à ce que les zones inondables gagnent en superficie en raison des changements du climat. La dégradation des ressources naturelles contribue à accentuer les risques liés au changement climatique²⁷, dont on estime qu'il pourrait entraîner une baisse du PIB du Cambodge de l'ordre de 2,5 pour cent par rapport aux prévisions pour 2030²⁸. Une analyse de la résilience des ménages (2016-2017) a révélé que les ménages dirigés par une femme étaient plus exposés à l'incidence des chocs provoqués par El Niño sur la sécurité alimentaire²⁹.

²¹ *Ibid.*

²² Moench-Pfanner, R. et al. 2016. *The Economic Burden of Malnutrition in Pregnant Women and Children under 5 Years of Age in Cambodia*. *Nutrients*. Vol. 8, n° 5, 292. Disponible à l'adresse <http://doi.org/10.3390/nu8050292>.

²³ Institut national de la statistique, Direction générale de la santé et ICF International. 2015. *Cambodia Demographic and Health Survey 2014*. Disponible à l'adresse <https://dhsprogram.com/pubs/pdf/fr312/fr312.pdf>.

²⁴ Institut national de la statistique et Ministère du plan. 2016. *Cambodia Socio-Economic Survey 2016*. Disponible à l'adresse <https://www.nis.gov.kh/nis/CSES/Final%20Report%20CSES%202016.pdf>.

²⁵ FAO, Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et PAM. 2016. *Household Resilience in Cambodia: A review of livelihoods, food security and health. Part 1: 2015/2016 El Niño Situation Analysis*. Disponible à l'adresse <https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000069105/download/>. Note: On ne dispose d'aucune donnée ventilée par sexe ou par âge.

²⁶ Groupe de la Banque mondiale. 2017. *Cambodia: Sustaining Strong Growth for the Benefit of All. A Systematic Country Diagnostic*. Washington. Disponible à l'adresse <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/27149>.

²⁷ Université des Nations Unies – Institut pour l'environnement et la sécurité humaine 2015. *World Risk Report*. Disponible à l'adresse https://collections.unu.edu/eserv/UNU:3303/WRR_2015_eng_online.pdf.

²⁸ Ministère de l'économie et des finances et Conseil national pour le développement durable. 2018. *Modelling of Addressing Climate Change Impacts on Economic Growth in Cambodia*. Disponible à l'adresse www.camclimate.org.kh/en/policies/ncsd-news/445-report-on-the-modelling-of-climate-change-impacts-on-growth-is-launched.html.

²⁹ TANGO International et PAM. 2018. *Household Recovery and Resilience in Cambodia* (non publié).

Environnement macroéconomique

11. Les migrations et l'urbanisation rapide modifient les dynamiques au sein du pays. Un quart de la population a émigré et à peu près un tiers des migrants, essentiellement des hommes travaillant dans le secteur du bâtiment, sont partis en Thaïlande. Environ 57 pour cent des migrants, surtout des femmes à la recherche d'un emploi dans le secteur de l'habillement, ont quitté les campagnes pour s'établir en ville, notamment à Phnom Penh³⁰.
12. Le taux de scolarisation à l'école primaire s'est amélioré et atteint désormais 97,8 pour cent (celui des filles est légèrement supérieur à celui des garçons), mais dans le secondaire, ce taux ne dépasse pas 59,2 pour cent (là encore, il est plus élevé chez les filles que chez les garçons)³¹. En sixième année, 39 pour cent des élèves ne maîtrisent pas la lecture et l'écriture³². Grâce au cadre national de politique générale en matière de protection sociale (2016-2025)³³, la couverture des programmes de protection sociale progresse.

Principaux liens intersectoriels

13. Au Cambodge, la réalisation de l'ODD 2 est étroitement liée à la progression des autres ODD. La pauvreté (ODD 1) et la vulnérabilité économique font que la population dans cette situation a du mal à se procurer des aliments nutritifs à des prix abordables. La mauvaise santé est à la fois une cause et une conséquence de la malnutrition (ODD 3). Une amélioration de la sécurité alimentaire et de la nutrition permettra de relever le niveau d'instruction, tandis qu'un accès équitable à un enseignement de qualité permettra de valoriser le capital humain, d'ouvrir des perspectives d'emploi et d'améliorer l'accès à une alimentation nutritive (ODD 4). Les inégalités de genre aggravent l'insécurité alimentaire et la malnutrition (ODD 5), et le changement climatique constitue un danger de taille (ODD 13).

1.3 Lacunes et problèmes liés à la faim

14. L'examen stratégique à mi-parcours a révélé l'existence d'inégalités d'accès à une alimentation nutritive qui interdisent à certains de tirer parti des avancées économiques et a souligné qu'il fallait renforcer le système alimentaire pour que tous les Cambodgiens puissent avoir accès à la nourriture dont ils ont besoin pour mener une vie saine et productive. L'examen a également mis en évidence l'importance de la nutrition en tant qu'accélérateur du développement du capital humain et de la réalisation des ODD.
15. Les habitudes alimentaires des principaux groupes vulnérables sur le plan nutritionnel, notamment les enfants de la maternelle et du primaire et les adolescentes, sont encore loin d'être optimales. Cette situation est due en partie à des possibilités d'achat limitées tenant à des contraintes d'ordre économique, à des défaillances tout au long de la filière et à la disponibilité limitée d'aliments à un prix abordable, faciles à préparer³⁴ et nutritifs³⁵.

³⁰ PAM. *Rural Vulnerability and Migration in Cambodia*, 2018 (pas encore disponible).

³¹ Ministère de l'éducation, de la jeunesse et des sports. Education Congress Report. The Education, Youth and Sport Performance in the Academic Year 2016-2017 and Goals for the Academic Year 2017-2018, 2018. (Pas encore disponible en ligne, mais pour les rapports des années précédentes, se reporter à l'adresse <http://www.moeys.gov.kh/en/education-congress-2017/reports.html#.W-V3gINkiUk>.)

³² Ministère de l'éducation, de la jeunesse et des sports, Département de l'assurance qualité de l'enseignement (EQAD). 2015. *Results of Grade Six Student Achievement from the National Assessment in 2013*. Disponible à l'adresse: <http://www.moeys.gov.kh/en/eqa/1948.html#.W-VEopMzaUk>.

³³ Disponible à l'adresse <http://inndec.com/library/docs/SPPF%20English%20-%20Final%20Ver.pdf>.

³⁴ Les termes "faciles à préparer" se réfèrent à des aliments ne nécessitant qu'une préparation minimale.

³⁵ Anthrologica et PAM. 2018. *Formative Research to Inform Adolescent Programming in Cambodia: summary report*. Disponible à l'adresse <https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-000064044/download/>.

16. L'examen stratégique à mi-parcours a mis en évidence la nécessité de renforcer le système alimentaire pour qu'il puisse résister aux chocs, s'adapter au changement climatique, offrir de meilleurs débouchés commerciaux aux petits producteurs et leur donner accès à l'information dont ils ont besoin pour être concurrentiels. Les petites productrices et les entrepreneuses sont en outre souvent défavorisées du fait de leurs responsabilités en matière de soins, de l'accès limité qu'elles ont aux intrants productifs, aux actifs clés, aux services et de leur faible participation aux prises de décisions. La qualité et la sécurité sanitaire des aliments pâtissent de la faiblesse des capacités en matière de surveillance et de contrôle de l'application des normes.

1.4 Priorités pour le pays

Priorités du Gouvernement

17. L'engagement pris par le Gouvernement d'assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle est conforme à la phase IV de la stratégie rectangulaire pour la croissance, l'emploi, l'équité et l'efficacité (2019-2023)³⁶. Le plan stratégique quinquennal en faveur de l'égalité des genres et de l'autonomisation des femmes – Neary Rattanak IV (2014-2018)³⁷ – souligne l'importance que revêt l'action multisectorielle pour améliorer l'équité entre les femmes et les hommes.
18. La phase IV de la stratégie rectangulaire pour la croissance, l'emploi, l'équité et l'efficacité (2019-2023) souligne que la croissance économique doit être inclusive pour lutter contre la pauvreté, améliorer l'équité femmes-hommes et valoriser les ressources humaines (ce qui comprend une amélioration de la nutrition, de la qualité de l'enseignement et de la protection sociale). Le changement climatique y est considéré comme un facteur responsable d'un bouleversement des dynamiques de la vulnérabilité au Cambodge. Le renforcement du dialogue entre secteur public et secteur privé et la mise en œuvre de réformes visant la déconcentration et la décentralisation³⁸ au Cambodge figurent parmi les mesures prioritaires.
19. Le Cadre national de politique générale en matière de protection sociale favorise les services sociaux et notamment l'aide aux groupes vulnérables sur le plan nutritionnel tels que les femmes et les enfants durant les 1 000 premiers jours de la vie, les personnes handicapées, les personnes âgées et les victimes de chocs; il envisage également la prise en charge par le Gouvernement de la gestion du programme d'alimentation scolaire. Cette mesure est également mise en exergue dans le plan stratégique pour l'éducation (2014-2018). Les principaux domaines d'importance stratégique pour une meilleure protection contre les chocs au Cambodge sont notamment la reconstitution des réserves alimentaires nationales, le renforcement des capacités institutionnelles et des ressources humaines, la réduction des inégalités, et l'amélioration des bases de données et des systèmes d'information.
20. La transformation numérique et le renforcement des systèmes d'information sont prioritaires dans le cadre des efforts que le Gouvernement déploie pour assurer une prise de décisions rapide et efficace. Le plan stratégique du Cambodge relatif au changement climatique (2014-2023)³⁹ et le plan d'action national pour la réduction des risques de

³⁶ Disponible à l'adresse <http://cnv.org.kh/wp-content/uploads/2012/10/Rectangular-Strategy-Phase-IV-of-the-Royal-Government-of-Cambodia-of-the-Sixth-Legislature-of-the-National-Assembly-2018-2023.pdf>.

³⁷ Disponible à l'adresse <http://www.mowa.gov.kh/inc/uploads/2018/01/MoWA-Neary-Rattanak-IV-2014-2018-EN.pdf>.

³⁸ La déconcentration et la décentralisation sont des processus conférant aux autorités infranationales davantage de responsabilités en matière de décision.

³⁹ Gouvernement royal du Cambodge. 2013. *Cambodia Climate Change Strategic Plan 2014–2023*. National Climate Change Committee. Disponible à l'adresse <https://bit.ly/2LO1k9O>.

catastrophe (2014-2018)⁴⁰ mettent en avant la nécessité de disposer de systèmes d'alerte rapide et de modèles de prévision, et de relier ces dispositifs à des stratégies d'atténuation, d'adaptation et de préparation aux situations d'urgence.

Priorités du système des Nations Unies et des autres partenaires

21. Le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (PNUAD) du Cambodge pour 2019-2023 comprend cinq domaines d'action privilégiés: la population – élargir les perspectives sociales; la prospérité – élargir les perspectives économiques; la planète – pour des conditions de vie durables; la paix – participation et responsabilité; et la gestion de l'urbanisation. L'importance accordée à la protection sociale, à la nutrition, à la jeunesse et aux données permettra d'accélérer la mise en œuvre du PNUAD et la réalisation des ODD au Cambodge.

2. Incidences stratégiques pour le PAM

2.1 Expérience du PAM et enseignements

22. L'évaluation du portefeuille d'activités au Cambodge de 2017 a salué le recentrage de l'action du PAM de l'exécution directe de programmes d'assistance alimentaire vers le développement des capacités des homologues nationaux, mettant à profit ses compétences en matière d'analyse de la sécurité alimentaire et de la nutrition pour renforcer les capacités nationales et améliorer la planification et l'élaboration de politiques fondées sur des éléments factuels. Le PAM apporte son appui au processus de transformation numérique lancé par le Gouvernement; il contribue pour cela à la mise en place de systèmes de gestion de l'information, d'analyse et de cartographie ainsi qu'au soutien d'activités dans les domaines humanitaire et du développement.
23. Il est admis que le passage du programme repas scolaires à un modèle utilisant la production locale apporte toute une gamme d'avantages dans divers domaines – éducation, nutrition, agriculture, développement rural et protection sociale^{41,42}. Les recherches effectuées par le Gouvernement à propos des avantages et de la viabilité de ce modèle témoignent de l'intérêt que suscite la prise en charge du programme auprès des différents acteurs⁴³.
24. L'examen des processus décisionnels internes aux ménages⁴⁴ concernant l'utilisation des transferts de type monétaire et des transferts de vivres dans le cadre des programmes de bourses de l'enseignement primaire, mené par le PAM en 2017, a révélé que la transformation de la dynamique des relations entre les sexes tenait à la participation des femmes et des hommes bénéficiaires à la gestion des programmes et à leur mise en œuvre plutôt qu'aux transferts eux-mêmes. Cela encourage les communautés à s'engager de manière inclusive et équitable dans la conception et la mise en œuvre des programmes.

⁴⁰ Gouvernement royal du Cambodge. 2015. *National Action Plan for Disaster Risk Reduction (NAP-DRR) 2014-2018*. Disponible à l'adresse <https://bit.ly/2RsXIt9> (en khmer et en anglais).

⁴¹ Institute for Development and Peace (INEF), University of Duisburg-Essen. 2017. *Home-Grown School Feeding as a "Good Practice" for Poverty Alleviation and Nutrition Security in Cambodia*. Disponible à l'adresse https://inef.uni-due.de/index.php?article_id=17&clang=2&pub_id=1774.

⁴² FAO, Agence allemande de coopération internationale. 2017. *Report on a pilot application of the ISPA-FSN tool for the Home-Grown School Feeding Programme in Cambodia*. (Non disponible en ligne).

⁴³ Département des politiques, Ministère de l'éducation, de la jeunesse et des sports. 2017. *The feasibility of the implementation of school feeding programs in primary schools by the Ministry of Education, Youth and Sport*. (Non disponible en ligne).

⁴⁴ PAM. 2016. *Gendered Nature of Intra-Household Decision-Making in Cambodia*. (Non disponible en ligne).

25. De par sa présence sur le terrain et ses partenariats avec les acteurs de la société civile, les autorités locales et les communautés, le PAM est particulièrement bien placé pour contribuer à mettre au point, de concert avec le Gouvernement et les autres partenaires, des politiques, des stratégies, des systèmes et des outils pour la réalisation d'interventions efficaces en faveur de la sécurité alimentaire et de la nutrition. Il pourra mettre à profit ses bons résultats en matière de gestion de la chaîne d'approvisionnement et de programmes de repas scolaires.
26. Le PAM est devenu un intermédiaire de confiance auprès des partenaires de l'aide humanitaire et ceux de l'aide au développement, des pouvoirs publics, de la société civile et des acteurs de divers secteurs. Son expérience dans divers domaines – interventions d'urgence, protection sociale, approches visant à transformer les relations entre les sexes, nutrition et participation du secteur privé – peut être mise à profit pour renforcer encore les capacités nationales.

2.2 Potentialités pour le PAM

27. Le présent plan stratégique de pays (PSP) s'inspire de l'examen stratégique à mi-parcours (voir la section 1.3) et se conforme aux priorités définies dans la phase IV de la stratégie rectangulaire pour la croissance, l'emploi, l'équité et l'efficacité (2019-2023).
28. Le PAM aidera le Gouvernement à prendre en charge le programme d'alimentation scolaire utilisant la production locale, ce qui contribuera à réduire les inégalités d'accès à l'alimentation et de faire entrer en jeu les services nationaux de protection sociale. Le PAM prendra part au développement des ressources humaines⁴⁵ en aidant à améliorer la nutrition et à promouvoir l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes.
29. Dans l'optique d'un développement inclusif et durable⁴⁶, le PAM mettra à profit sa présence dans les provinces pour collaborer avec les communautés vulnérables en vue de renforcer leur participation aux marchés et adapter les systèmes alimentaires au changement climatique. Le PAM contribuera à accélérer le renforcement des capacités nationales et infranationales pour que le pays soit mieux préparé à faire face aux chocs, à les atténuer, et à planifier, mettre en œuvre, coordonner et suivre des stratégies de sécurité alimentaire et de nutrition résilientes.
30. L'appui fourni par le PAM à la transformation numérique des systèmes d'information, au renforcement des capacités liées à la chaîne d'approvisionnement, à la mobilisation des entrepreneurs pour qu'ils s'engagent dans la transformation des aliments et du secteur privé pour qu'il appuie l'action nationale en faveur de la sécurité alimentaire et nutritionnelle peut contribuer à diversifier l'économie et à développer le secteur privé et l'emploi (phase IV de la stratégie rectangulaire pour la croissance, l'emploi, l'équité et l'efficacité (2019-2023)). Dans tous ses programmes, le PAM soutiendra les réformes nationales en matière de gouvernance et la participation d'acteurs au niveau infranational.

⁴⁵ Phase IV de la stratégie rectangulaire pour la croissance, l'emploi, l'équité et l'efficacité (2019-2023) – Le rectangle 1 couvre les domaines suivants: 1) amélioration de la qualité de l'enseignement, des sciences et de la technologie; 2) formation professionnelle; 3) amélioration des soins de santé publique et de la nutrition; et 4) renforcement de l'égalité des genres et de la protection sociale.

⁴⁶ Phase IV de la stratégie rectangulaire pour la croissance, l'emploi, l'équité et l'efficacité (2019-2023) – Le rectangle 4 couvre les domaines suivants: 1) promotion du développement agricole et rural; 2) renforcement de la gestion durable des ressources naturelles et culturelles; 3) amélioration de la gestion de l'urbanisation; et 4) renforcement de la viabilité environnementale et de la capacité de résistance face au changement climatique.

2.3 Réorientations stratégiques

31. Dans toutes les activités du PSP, le PAM collaborera avec le Gouvernement et les autres partenaires pour renforcer les capacités nationales afin qu'elles soient mieux à même de guider, concevoir, mettre en œuvre et gérer des stratégies et des programmes d'élimination de la faim. Il abandonnera progressivement l'exécution directe des activités pour assumer un rôle de conseil.
32. Le programme de repas scolaires passera à une approche fondée sur la production locale qui se concentrera sur les moyens de faciliter la prise en charge nationale. S'appuyant sur la vaste expérience qu'il a acquise en matière de programmes communautaires axés sur la productivité et les moyens d'existence, le PAM aidera les conseils communaux à faire en sorte que leurs plans de développement envisagent systématiquement des investissements climatiquement rationnels fondés sur des éléments concrets et facilitent la mise au point d'outils au profit de l'agriculture et de services climatologiques. Il mettra également à profit ses connaissances de la chaîne d'approvisionnement pour remédier, en collaboration avec les partenaires, aux dysfonctionnements de celle-ci aux niveaux national, infranational et local (petits producteurs). Conformément à la politique environnementale adoptée par le PAM en 2017, toutes les activités tiendront compte des questions environnementales et respecteront les normes fixées par le PAM dans ce secteur et dans le domaine social.
33. Le PAM aidera le Gouvernement à privilégier des stratégies intégrées de réduction des risques de catastrophe en adoptant pour cela des solutions informatiques et numériques de pointe pour mieux s'adapter et intervenir efficacement et en temps voulu face aux menaces de chocs.
34. Le PAM adoptera une approche à dimension nutritionnelle pour remédier aux causes sous-jacentes de la malnutrition au Cambodge, contribuant ainsi au bien-être nutritionnel des groupes vulnérables à toutes les périodes de la vie; il aura notamment davantage recours à l'analyse nutritionnelle pour guider l'action du Gouvernement et des autres partenaires.

3. Orientation stratégique du PAM

3.1 Direction, orientations et impacts escomptés

35. Les orientations définies pour le PSP l'ont été sur la base du plan d'orientation stratégique à l'horizon 2030⁴⁷, l'un des trois documents issus de l'examen stratégique à mi-parcours, ainsi qu'en fonction des priorités fixées par le Gouvernement pour que le Cambodge poursuive son développement économique, qu'il obtienne le statut de pays à revenu intermédiaire d'ici à 2028 et qu'il atteigne les ODD d'ici à 2030. Le PSP est conforme au PNUAD, notamment dans les domaines de l'équité sociale et des modes de vie durables. Le PAM s'est concerté avec le Gouvernement, les organismes des Nations Unies, les partenaires du développement et les acteurs de la société civile pour établir ses priorités pour la période 2019-2023 et faciliter la collaboration en vue de mener à bonne fin le Programme de développement durable à l'horizon 2030.
36. L'action menée par le PAM, qui complétera les efforts déployés par le Gouvernement en vue de la réalisation de l'ODD 2 d'ici à 2030 et contribuera à leur succès, comprendra trois volets:
 - Le PAM appuiera le renforcement continu des capacités institutionnelles, en particulier au niveau infranational, afin de favoriser et de protéger la croissance économique et le développement social d'une manière équitable, inclusive et propre à transformer les relations entre les sexes.

⁴⁷ Disponible à l'adresse http://foodsecurity.gov.kh/assets/uploads/media/_20180503_075724_.pdf.

- Le PAM contribuera aux efforts déployés par le Gouvernement pour développer le capital humain en investissant dans des interventions destinées à améliorer le niveau d'instruction, le bien-être nutritionnel et la capacité productive dans les communautés vulnérables, et les femmes, les hommes, les filles et les garçons en bénéficieront équitablement.
 - Le PAM contribuera à renforcer et à promouvoir l'égalité d'accès à l'infrastructure, à l'information et au savoir afin d'appuyer des systèmes alimentaires qui tiennent compte de la nutrition et de la problématique femmes-hommes et soient adaptés au changement climatique et aux risques de catastrophe.
37. Le PSP contribuera à améliorer la variété et la teneur en nutriments de l'alimentation des personnes vulnérables – femmes, hommes, filles et garçons – et à en améliorer la qualité en renforçant l'accès à des aliments nutritifs et variés grâce à des programmes d'assistance sociale et à des systèmes alimentaires durables, résilients et adaptés, capables de résister aux chocs et aux tensions et gérés par des dispositifs nationaux et infranationaux de gouvernance collaborative fondés sur des données factuelles.
38. Conformément au Plan stratégique du PAM pour 2017-2021, à la politique en matière de problématique hommes-femmes (2015-2020) et à son Plan d'action, les questions d'égalité des genres ont été prises en compte dans le PSP et seront intégrées pendant toute la durée de la mise en œuvre et du suivi des activités. Les programmes contribueront à transformer les relations entre les sexes en mobilisant les femmes, les hommes, les filles, les garçons et les personnes handicapées (ainsi que leurs organisations et leurs institutions) et en les démarginalisant. Le PAM consultera ses partenaires spécialisés dans la problématique femmes-hommes et le handicap et inclura, le cas échéant, des analyses dans ces deux domaines, y compris des données ventilées par sexe et par âge, dans les évaluations, la recherche, l'assistance technique et la gestion des savoirs et de l'information.

3.2 Effets directs stratégiques, domaines d'action privilégiés, produits escomptés et activités essentielles

Effet direct stratégique 1: D'ici à 2025, les communautés vulnérables ont accès à des aliments nutritifs, sûrs, variés, faciles à préparer, disponibles à un prix abordable et correspondant à leurs préférences

39. Le PAM aidera à transposer au plan opérationnel le cadre national de politique générale en matière de protection sociale et contribuera à améliorer l'accès des communautés vulnérables à l'alimentation et leur bien-être nutritionnel en fournissant chaque jour aux élèves – filles et garçons – de la maternelle et de l'enseignement primaire des repas scolaires cuisinés utilisant des produits locaux. Cette approche permettra d'encourager la production locale à tenir compte des besoins nutritionnels et de promouvoir une alimentation variée. Les repas scolaires constituent également un moyen important d'améliorer l'accès à l'éducation parmi les communautés les plus vulnérables, et de les aider de manière équitable à élargir leurs perspectives économiques et, au bout du compte, à renforcer leur sécurité alimentaire et nutritionnelle.

Domaines d'action privilégiés

40. Cet effet direct stratégique se concentre sur les causes profondes de l'insécurité alimentaire et de la vulnérabilité nutritionnelle.

Produits escomptés

41. L'alimentation des élèves de la maternelle et de l'enseignement primaire ainsi que celle de leur famille s'améliorera grâce aux repas fournis chaque jour à l'école et cuisinés avec des aliments produits localement; le PAM collaborera avec le Gouvernement et les acteurs de la société civile et du secteur privé afin de mettre au point des modèles de programmes et de

renforcer les capacités pour faciliter une prise en charge durable des programmes par les pouvoirs publics et favoriser leur intégration dans les stratégies nationales en matière d'éducation et de protection sociale. Les produits contribueront à atteindre les deux premières cibles de l'ODD 2 et l'ODD 4.

42. Six produits permettront d'obtenir l'effet direct attendu:

- Des repas nutritifs sont servis aux enfants scolarisés dans le primaire et en maternelle (bénéficiaires de niveau 1), dans le cadre d'un programme de repas scolaires pris en charge par les autorités nationales qui répond aux besoins alimentaires et nutritionnels essentiels de ces enfants et contribue ainsi à l'amélioration de leurs résultats scolaires (ODD 4).
- Des repas nutritifs, composés de produits de l'agriculture locale, sont servis aux enfants scolarisés dans le primaire et en maternelle (bénéficiaires de niveau 1) afin d'améliorer l'apport alimentaire de ces enfants et de les aider à acquérir des habitudes alimentaires saines (résultat stratégique 2).
- Les producteurs et fournisseurs d'aliments locaux, en particulier les femmes (bénéficiaires de niveau 2), tirent profit de la vente assurée et prévisible de leurs produits dans le cadre des activités d'alimentation scolaire utilisant la production locale; ces activités leur offrent des possibilités de gain accrues et contribuent à rendre plus abordable une alimentation variée.
- Les ménages dont les enfants sont scolarisés dans le primaire et en maternelle (bénéficiaires de niveau 3) profitent également de ces initiatives, car la charge économique qui pèse sur eux se trouve allégée du fait qu'un repas est servi chaque jour à leurs enfants, et ils ont du même coup accès plus facilement à une alimentation nutritive.
- Les enfants scolarisés dans le primaire et en maternelle (bénéficiaires de niveau 2) tirent profit de la capacité accrue du secteur privé, des pouvoirs publics, des micro- et petits entrepreneurs (notamment les femmes) d'offrir de nouvelles possibilités d'accès à des aliments sûrs, nutritifs et ne nécessitant qu'une préparation minimale, ce qui a pour effet d'améliorer la qualité de l'alimentation (résultat stratégique 2).
- Les enfants d'âge scolaire (bénéficiaires de niveau 2) tirent profit de la capacité renforcée des interlocuteurs gouvernementaux, aux niveaux national et infranational, d'adopter des programmes nationaux d'alimentation scolaire utilisant la production locale qui ont pour effet d'améliorer l'accès à une alimentation nutritive, à un prix abordable, tout au long de l'année.

Activités essentielles

Activité 1: Fournir un appui à la mise en œuvre et une assistance technique, notamment pour l'élaboration de politiques et de programmes fondés sur des éléments factuels, aux acteurs nationaux et infranationaux des secteurs public et privé qui sont impliqués dans les filets de protection sociale et, en particulier, dans les initiatives axées sur l'alimentation scolaire utilisant la production locale

43. En partenariat étroit avec le Ministère de l'éducation, de la jeunesse et des sports, ses bureaux dans les provinces et les districts, et des organisations non gouvernementales (ONG), le PAM fournira des repas scolaires aux enfants – garçons et filles – scolarisés en maternelle et à l'école primaire; il réduira progressivement de 1 150 à 350 le nombre d'écoles bénéficiaires durant la période couverte par le PSP tout en renforçant l'assistance technique apportée au Gouvernement et aux autres intervenants pour encourager la prise en charge nationale de ces activités. Le PAM donnera aux femmes et aux hommes des communautés locales les moyens de fournir des aliments, de préparer les repas et de soutenir et superviser les programmes; il tentera également de remédier aux difficultés qui

- nuisent à une participation équitable, comme la dynamique des relations femmes-hommes, le handicap et l'âge.
44. Dans deux provinces, la distribution de rations à emporter aux enfants pauvres des dernières classes du primaire sera entièrement prise en charge par le programme de bourses du Gouvernement à la mi-2019.
 45. Le PAM, en collaboration avec les autorités nationales et infranationales, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Fonds international de développement agricole (FIDA), des ONG et des partenaires du secteur privé, incitera les petits producteurs, les commerçants et les entrepreneurs, notamment les femmes (pour compenser les inégalités de genre observées actuellement), à fournir des produits alimentaires sains et de bonne qualité pour la préparation de petits déjeuners quotidiens. La mise en place de contrats annuels d'approvisionnement permettra aux petits exploitants de pouvoir compter sur des revenus plus fiables, d'investir dans la diversification de leur production et dans la transformation, et d'avoir davantage accès aux marchés. Les systèmes d'information sur les prix des produits alimentaires permettront aux petits exploitants d'acquérir une meilleure connaissance des marchés et des pratiques commerciales.
 46. Le PAM, de concert avec le Gouvernement et le secteur privé et en consultation avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et l'Organisation mondiale de la Santé, optimisera la valeur nutritionnelle des aliments distribués dans les écoles, mettra au point une formule de riz enrichi et composera des collations saines. Des activités de communication visant à faire évoluer l'éducation et les comportements des hommes et des femmes en matière de nutrition seront réalisées pour que les familles et les communautés bénéficient également des avantages d'une bonne nutrition. S'agissant de l'infrastructure et des installations, le PAM s'efforcera de faire respecter les normes minimales, en conformité avec les prescriptions techniques nationales.
 47. Le PAM et le Gouvernement renforceront les capacités et l'infrastructure institutionnelle pour: instaurer des procédures d'achats locaux qui soient équitables et efficaces, en réduisant au maximum leur empreinte environnementale; assurer un contrôle adéquat de la qualité et de la sécurité sanitaire des aliments; permettre la prise en charge de la gestion financière et administrative; et assurer le suivi et l'établissement de rapports. Des outils aideront les gestionnaires locaux à évaluer la performance des programmes, à déterminer les problèmes et à trouver des solutions en consultation avec leurs collègues et à communiquer grâce à des mécanismes d'information en temps réel. Des politiques nationales relatives à l'alimentation scolaire seront mises en place pour permettre au pays d'affecter ses fonds propres à la mise en œuvre des programmes, tandis que des consultations auront lieu avec l'UNICEF, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture et la Banque mondiale pour assurer l'ancrage des programmes d'alimentation scolaire dans le secteur plus vaste de l'éducation.
 48. L'alimentation scolaire utilisant la production locale s'inscrira dans la stratégie nationale pour la sécurité alimentaire et la nutrition (2019-2023) et dans le cadre national de politique générale en matière de protection sociale grâce à la collaboration établie avec le Conseil pour le développement agricole et rural et le Conseil national de la protection sociale, et leurs ministères de tutelle responsables de l'agriculture, de la santé, du développement rural, de l'intérieur et de la condition féminine.

Effet direct stratégique 2: D'ici à 2023, la résilience des communautés pauvres et vulnérables face aux chocs et aux tensions auxquels est soumis le système alimentaire est renforcée

49. Le système alimentaire cambodgien reste vulnérable face à des tensions récurrentes et chroniques et au changement climatique. Le PAM contribuera à intégrer les questions d'adaptation au changement climatique aux plans infranationaux de développement et d'investissement, à diversifier davantage la production agricole des petits exploitants, à

favoriser une participation équitable aux marchés et à renforcer les capacités des petites et moyennes entreprises pour qu'elles produisent des aliments nutritifs nécessitant peu de préparation et d'un prix abordable.

Domaines d'action privilégiés

50. Cet effet direct stratégique est axé sur la résilience de systèmes alimentaires locaux qui soient équitables et tiennent compte de la problématique femmes-hommes, des enjeux nutritionnels et du changement climatique.

Produits escomptés

51. Les quatre produits prévus au titre de cet effet direct contribueront à la réalisation des ODD liés à l'environnement et au climat (notamment l'ODD 13) et à l'amélioration du bien-être nutritionnel des communautés vulnérables et des groupes cibles tels que les femmes, les filles et les jeunes enfants (cible 2 de l'ODD 2/résultat stratégique 2).
- Les communautés de petits exploitants agricoles (bénéficiaires de niveau 2) tirent parti d'infrastructures et d'installations à petite échelle qui renforcent la résilience et facilitent la production alimentaire adaptée au climat et tenant compte des enjeux nutritionnels (ODD 13).
 - Les communautés de petits exploitants agricoles (bénéficiaires de niveau 2) tirent profit d'un meilleur accès à des informations et à des compétences qui leur permettent de produire des aliments adaptés au climat, nutritifs et variés à destination des marchés locaux (ODD 13).
 - La population cambodgienne (bénéficiaires de niveau 3) tire avantage de la capacité accrue du secteur privé, des pouvoirs publics et des petites et moyennes entreprises (notamment celles dirigées par des femmes) d'appliquer à leur tour des pratiques de transformation de produits alimentaires prometteuses pour augmenter la disponibilité d'aliments sains, nutritifs, et d'un prix abordable (résultat stratégique 2).
 - Les communautés vulnérables (bénéficiaires de niveau 3) tirent profit de la généralisation de stratégies intégrées visant à améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition, l'adaptation au changement climatique et la réduction des risques de catastrophe dans les plans de développement mis en place au niveau des communes pour rendre les systèmes de production alimentaire plus résilients face aux aléas climatiques (ODD 13).

Activités essentielles

Activité 2: Fournir un appui à la mise en œuvre et une assistance technique aux acteurs des secteurs public et privé, aux niveaux national et infranational, impliqués dans les activités de production et de transformation alimentaires

52. En collaboration avec la FAO, le FIDA, le Ministère de l'agriculture, de la forêt et de la pêche et le Ministère des ressources en eau et de la météorologie, le PAM facilitera la gestion de l'information pour encourager une participation accrue des communautés aux marchés et promouvoir les activités d'adaptation au changement climatique et de réduction des risques de catastrophe. Des évaluations de la chaîne d'approvisionnement et de valeur auront lieu pour mieux comprendre les raisons des blocages les plus graves et optimiser la chaîne en connaissance de cause.
53. Le PAM participera à la mise au point de dispositifs de gestion des catastrophes et au développement de l'infrastructure productive et encouragera l'amélioration des pratiques agricoles. Il collaborera avec le Ministère du développement rural pour tenter de développer l'infrastructure et s'assurer qu'elle est techniquement solide. Le PAM étudiera les obstacles qui entravent l'accès des femmes, des personnes âgées et des personnes handicapées aux

marchés, aux installations et à l'infrastructure pour favoriser l'instauration de systèmes alimentaires socialement inclusifs et équitables.

54. En collaboration avec le Comité national pour un développement infranational démocratique et le Conseil national pour le développement durable, le PAM mobilisera les femmes et les hommes des communautés et aidera les conseils communaux à élaborer des plans de développement et d'investissement climatiquement rationnels et à mettre en œuvre des mesures prioritaires avec des financements du pays et des ressources complémentaires. Des directives relatives à l'intégration des programmes d'adaptation au changement climatique, de sécurité alimentaire et de nutrition, de réduction des risques de catastrophe, et des questions relatives à l'environnement, à l'égalité des genres et au handicap seront mises au point.
55. Une fois que l'introduction de riz enrichi et d'aliments sains et faciles à préparer dans les écoles aura produit de bons résultats et que les enseignements nécessaires auront été tirés (effet direct stratégique 1), le PAM collaborera avec les propriétaires d'entreprises de taille moyenne, et plus particulièrement des femmes, pour qu'ils/elles développent davantage les initiatives jugées prometteuses. Avec les groupes industriels, les interlocuteurs ministériels et les partenaires des Nations Unies concernés, le PAM contribuera à la mise au point de directives techniques et de politiques en matière d'alimentation ainsi que du cadre juridique et de la réglementation correspondants. La possibilité d'étendre ces initiatives aux centres urbains sera également envisagée.

Effet direct stratégique 3: D'ici à 2025, les capacités des institutions nationales et infranationales en matière d'atténuation des risques auront été renforcées, et celles-ci mèneront une action concertée de préparation aux chocs et d'intervention en cas de crise

56. Conformément au Plan de mise en œuvre du Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe pour la région de l'Asie (2015-2030), le PAM participera au renforcement des capacités nationales et infranationales de réaction face aux chocs et aux catastrophes pour protéger les systèmes alimentaires locaux. Il favorisera l'utilisation des données des systèmes d'alerte rapide et de celles sur le climat et aidera à renforcer les textes de loi et les mécanismes de coordination et de direction pour améliorer la prise de décisions. En outre, le PAM contribuera à planifier en temps voulu des programmes adaptés de préparation aux chocs, y compris des activités climatiquement rationnelles de réduction des risques de catastrophe et élaborera des modèles d'intervention novateurs.

Domaines d'action privilégiés

57. Cet effet direct stratégique est centré sur la résilience face aux chocs et aux tensions temporaires ou chroniques.

Produits escomptés

58. Trois produits permettront d'obtenir l'effet direct attendu:
 - Les communautés vulnérables (bénéficiaires de niveau 3) profitent du renforcement des instruments, des systèmes et des compétences dont disposent les institutions nationales et infranationales pour préserver efficacement les systèmes alimentaires à l'aide des mécanismes de gestion des catastrophes existants.
 - Les communautés vulnérables (bénéficiaires de niveau 3) tirent parti de l'intégration renforcée des systèmes visant à améliorer la capacité de réaction en cas de choc des dispositifs de protection sociale, notamment les réserves alimentaires, aux niveaux national et infranational, ce qui rend possibles des interventions rapides en cas de catastrophe et l'accès à une alimentation suffisante en temps de crise (ODD 13).
 - Les communautés vulnérables (bénéficiaires de niveau 3) tirent profit de l'utilisation, par les institutions nationales et infranationales, d'analyses améliorées des tendances

en matière d'impact climatique et de modèles d'adaptation/atténuation, qui permettent de rendre les systèmes alimentaires climatiquement rationnels (ODD 13).

Activités essentielles

Activité 3: Fournir un appui technique aux acteurs nationaux qui interviennent dans le cadre des mécanismes de préparation aux chocs et d'intervention en cas de crise et assurent une coordination éclairée tenant compte des risques

59. En collaboration étroite avec des forums multipartites tels que le Forum des interventions humanitaires (qu'il copréside avec ActionAid) et le Groupe d'action conjointe, le PAM facilitera l'exécution de la loi sur la gestion des catastrophes et renforcera les capacités de préparation et d'intervention du Comité national de gestion des catastrophes et des comités provinciaux correspondants. Il coopérera avec les intervenants sectoriels pour aider à harmoniser les initiatives des plateformes existantes dans les domaines de la réduction des risques de catastrophe, de la préparation aux situations d'urgence et des interventions en cas de crise, de la protection sociale et de l'adaptation au changement climatique pour qu'elles répondent aux besoins spécifiques des femmes, des hommes, des filles et des garçons touchés par des chocs ou des catastrophes.
60. Le PAM effectuera des analyses de la résilience et de la situation tenant compte de la problématique femmes-hommes ou contribuera à leur réalisation; il élaborera des modèles d'intervention novateurs prenant en compte les capacités d'ajustement des personnes en fonction de leur sexe et de leur âge, protégera les systèmes alimentaires locaux et renforcera le lien entre aide humanitaire et aide au développement. Il encouragera l'instauration de mécanismes de protection sociale qui soient réactifs face aux chocs et prévoient éventuellement des financements fondés sur les prévisions et la mise en place d'une réserve alimentaire nationale, tout en aidant à améliorer l'accès aux données nationales sur la pauvreté⁴⁸ et à les utiliser. La mise au point d'outils de gestion de l'information utilisant les plateformes de gestion en temps réel des systèmes d'information (PRISM) prévue au titre de l'effet direct 4 permettra de disposer plus facilement de données en temps réel et de prendre des décisions en connaissance de cause. Le PAM mobilisera des collaborations aux niveaux mondial et régional pour se procurer des techniques et des technologies novatrices.
61. Le PAM collaborera avec les organismes des Nations Unies pour la gestion des crises tout en se tenant prêt à participer aux opérations de secours lorsque les autorités en exprimeront le besoin. En particulier, le PAM codirigera le groupe sectoriel sur la sécurité alimentaire et la nutrition, maintiendra ses capacités de gestion de la chaîne d'approvisionnement et assurera que des mesures minimales de préparation sont en place en interne.

Effet direct stratégique 4: D'ici à 2030, les institutions nationales et infranationales disposent de capacités renforcées pour définir, coordonner et mettre en place des interventions éclairées, efficaces et équitables permettant d'atteindre les objectifs de sécurité alimentaire et de nutrition

62. Il est clairement ressorti de l'examen stratégique à mi-parcours de 2017 que si le pays voulait pouvoir atteindre les cibles de l'ODD 2 en 2030, il lui fallait absolument investir en priorité dans le domaine de la gouvernance de la sécurité alimentaire et de la nutrition. Le PAM vise à contribuer aux orientations de la stratégie nationale pour la sécurité alimentaire et la nutrition (2019-2023) et du Cadre national de politique générale en matière de

⁴⁸ Le PAM suivra les recommandations de l'étude de pays sur le Cambodge qui figure dans le projet régional interorganisations "Strengthening capacity of ASEAN Member States to design and implement risk informed and shock responsive social protection", au moment de déterminer quels mécanismes sont adaptés pour renforcer la réaction aux chocs des dispositifs de protection sociale.

protection sociale; à participer à une planification et une mise en œuvre coordonnées et à des activités d'obligation redditionnelle conjointes avec une participation inclusive et équitable aux niveaux national et infranational; et à développer l'infrastructure et les capacités de gestion de l'information pour faciliter la réalisation du Programme 2030. Le PAM se propose d'apporter une réflexion plus approfondie sur la sécurité alimentaire, la nutrition et la protection sociale en vue d'aider à mieux cibler les femmes, les hommes, les filles et les garçons laissés pour compte.

Domaines d'action privilégiés

63. Cet effet direct stratégique est axé sur les causes profondes, notamment celles qui empêchent de mener une action coordonnée efficace pour atteindre les cibles des ODD.

Produits escomptés

64. Les trois produits de cet effet direct visent à renforcer les capacités des institutions et des acteurs nationaux au moyen de mécanismes de coordination et de consultation existants, tels que le Groupe de travail technique sur la sécurité alimentaire et la nutrition et le Conseil de la protection sociale. Ils contribueront aussi à la réussite des effets directs stratégiques 1, 2 et 3 du présent PSP. Ces produits sont les suivants:
- Les communautés vulnérables (bénéficiaires de niveau 3) tirent profit d'un suivi efficace des risques et des chocs, des dynamiques qui régissent la sécurité alimentaire et la nutrition et des progrès enregistrés dans la réalisation des ODD, que les institutions nationales et infranationales assurent au moyen de plateformes numériques adaptées et qui permettent d'éclairer le choix de mesures efficaces visant à améliorer l'accès à la nourriture et à renforcer les systèmes alimentaires.
 - Les communautés vulnérables (bénéficiaires de niveau 3) tirent parti de la planification, du financement et du suivi harmonisés des interventions en matière de sécurité alimentaire, de nutrition et de protection sociale, mises en œuvre grâce à des plateformes de coordination multisectorielles renforcées, aux niveaux infranational et national, et visant à améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition.
 - Les Cambodgiens (bénéficiaires de niveau 3) profitent des stratégies et des plans d'action mis en place en matière de sécurité alimentaire, de nutrition et de protection sociale, qui s'appuient sur les connaissances les plus récentes et visent à améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition.

Activités essentielles

Activité 4: Mettre au point des systèmes d'information numériques et les intégrer, et fournir aux responsables gouvernementaux et à leurs homologues une assistance technique pour qu'ils soient à même d'utiliser ces dispositifs

65. Le PAM collaborera avec des institutions nationales pour mettre au point des solutions technologiques qui favorisent la gestion de l'information en temps réel, facilitent l'analyse des données et contribuent à une prise de décisions avisée, efficace et rapide. Le PAM s'associera aux homologues gouvernementaux pour élaborer des systèmes d'information numériques utilisant PRISM, les adapter aux besoins des utilisateurs et en assurer la maintenance, l'objectif étant de décloisonner l'information et de favoriser une action rapide et efficace des politiques et des programmes. L'information sera ventilée par âge, sexe et degré d'invalidité, selon que de besoin. Outre le fait de concevoir des systèmes axés sur la personne, d'élaborer des outils et d'assurer une bonne exécution, le PAM fournira une assistance complète, consistant notamment à former les usagers et à les familiariser avec les systèmes.
66. Le PAM mettra au point des solutions adaptées aux besoins des utilisateurs avec le concours de plusieurs entités: le Conseil pour le développement agricole et rural, l'Institut national de

la statistique et le Ministère de l'éducation, de la jeunesse et des sports pour l'effet direct stratégique 1; le Ministère de l'agriculture, de la forêt et de la pêche et le Comité national pour un développement infranational démocratique pour l'effet direct stratégique 2; et le Comité national de gestion des catastrophes et le Ministère du plan pour l'effet direct stratégique 3. Le PAM travaillera en étroite collaboration avec le Ministère des postes et des télécommunications pour faire en sorte que toutes les solutions numériques soient parfaitement conformes aux politiques gouvernementales, aux textes de loi et à l'infrastructure numérique. Le PAM négociera une collaboration public-privé pour choisir les solutions technologiques les plus avancées.

Activité 5: Fournir une assistance sur le plan technique et organisationnel et en matière de coordination aux pouvoirs publics et à d'autres acteurs de la sécurité alimentaire, de la nutrition et de la protection sociale, aux niveaux national et infranational

67. En collaboration avec le Conseil pour le développement agricole et rural et le Conseil de la protection sociale relevant du Ministère de l'économie et des finances, le PAM entreprendra d'analyser les paramètres de la sécurité alimentaire, de la nutrition et de la protection sociale en y intégrant le sexe et l'âge; mobilisera des connaissances et fournira des éléments concrets pour aider à formuler et à mettre en œuvre les stratégies et les politiques nationales; contribuera au suivi des progrès accomplis au regard des cibles de l'ODD 2. Le PAM aura recours à l'approche du cycle de vie pour sensibiliser aux besoins nutritionnels des enfants d'âge scolaire et des adolescentes. Le PAM contribuera à mettre au point des systèmes de données sur les prix des produits alimentaires ainsi que des tableaux de bord et des bulletins sur la sécurité alimentaire et la nutrition et produira des outils de connaissance dans des domaines tels que la sécurité alimentaire, le changement climatique, la nutrition, les vulnérabilités des populations urbaines et la migration.
68. Le PAM travaillera en collaboration étroite avec l'Institut national de la statistique pour renforcer les capacités nationales en matière de collecte et d'analyse des données sur la sécurité alimentaire et la nutrition; ce travail prendra en compte les multiples facteurs qui réduisent l'accès à une alimentation nutritive et aux services de protection sociale, tels que le handicap, l'âge et les inégalités de genre, ainsi que la nécessité de les refléter dans des stratégies au niveau national et des mesures concrètes au niveau infranational.
69. Dans le cadre de sa collaboration avec le mouvement Renforcer la nutrition (SUN) des Nations Unies et ses réseaux de la société civile, et avec les forums des partenaires du développement, le PAM favorisera l'apprentissage commun et guidera les politiques et la planification nationales au moyen de plateformes nationales sur la sécurité alimentaire et la nutrition, en s'appuyant sur l'expérience acquise dans le cadre d'activités telles que l'enrichissement du riz, la fourniture aux écoles d'aliments nécessitant peu de préparation, et la mise en place de systèmes alimentaires résilients, à dimension nutritionnelle et tenant compte des différences entre les sexes. Mettant à profit ses contacts au niveau des chaînes d'approvisionnement locales et le rôle qu'il joue à l'échelle mondiale dans le réseau SUN du secteur privé, le PAM aidera à négocier la participation du secteur privé aux efforts déployés pour atteindre les cibles nationales en matière de sécurité alimentaire et de nutrition.

Effet direct stratégique 5: Les partenaires de l'aide humanitaire et de l'aide au développement ont accès tout au long de l'année aux services communs liés à la chaîne d'approvisionnement

70. Le PAM tirera parti de son savoir-faire pour tenter de remédier aux problèmes de la chaîne d'approvisionnement au Cambodge, qui sont à l'origine de dysfonctionnements dans la gestion des produits alimentaires et des articles non alimentaires au niveau des partenaires de l'aide humanitaire et de l'aide au développement, et nuisent à l'efficacité de leurs interventions. La collaboration entre le PAM et l'organisation parapublique Green Trade permet aux interventions nationales mises en œuvre face à des situations d'urgence de gagner en efficacité grâce à une gestion coordonnée des stocks de riz détenus dans les entrepôts du PAM à Phnom Penh et à Siem Reap.

Domaines d'action privilégiés

71. Cet effet direct stratégique est axé sur la résilience et prévoit que le PAM déclenche rapidement ses activités de secours s'il en est besoin.

Produits escomptés

72. Le produit ci-après permettra d'obtenir l'effet direct attendu:
- Les populations touchées par une crise et d'autres personnes vulnérables (bénéficiaires de niveau 2) tirent parti des services liés à la capacité opérationnelle et à la chaîne d'approvisionnement qui sont fournis aux partenaires de l'aide humanitaire et de l'aide au développement pour faciliter l'exécution des programmes.

Activités essentielles

Activité 6: Fournir des services liés à la chaîne d'approvisionnement, à la demande d'autres organismes des Nations Unies et d'autres acteurs humanitaires

73. Le PAM fournira des services liés à la chaîne d'approvisionnement – à savoir, entre autres, achats de denrées alimentaires et d'articles non alimentaires, manutention des cargaisons, transport routier, entreposage et gestion des entrepôts – à ses partenaires dans le pays, notamment aux organismes des Nations Unies et aux acteurs humanitaires. Il soutiendra les réformes des modalités de fonctionnement des Nations Unies et collaborera avec les partenaires de l'aide humanitaire et de l'aide au développement pour déceler les lacunes de la chaîne d'approvisionnement auxquelles il peut être remédié. Le PAM conservera ses entrepôts et ses capacités de services et de transport pour être en mesure d'intervenir en cas d'urgence (effet direct stratégique 3).

3.3 Stratégies en matière de transition et de retrait

74. Comme le Cambodge devrait devenir un pays à revenu intermédiaire (2030) et sortir de la catégorie des pays les moins avancés (2028), et comme il investit toujours davantage dans le secteur social, après 2023 le PAM prévoit de concentrer son action sur le renforcement des capacités, la négociation de partenariats et l'appui à la reproduction systémique et à la transposition à plus grande échelle de stratégies d'intervention efficaces en mesure d'assurer que les systèmes alimentaires locaux et les mécanismes de protection sociale sont capables de pourvoir équitablement aux besoins des femmes, des hommes, des filles et des garçons. Le PAM mettra au point des approches systémiques pouvant être entièrement gérées et financées par le Gouvernement. Pour aider les pouvoirs publics à atteindre les cibles nationales des ODD, le PAM assumera un rôle consultatif, à la demande du Gouvernement, afin de garantir la qualité des programmes de repas scolaires pris en charge par le Gouvernement, l'efficacité des programmes de réduction des risques de catastrophe et la viabilité des systèmes alimentaires et affronter le problème de la persistance de la malnutrition.

4. Modalités d'exécution

4.1 Analyse des bénéficiaires

75. Au titre du présent PSP, le PAM fournira des repas scolaires à 389 300 élèves (190 500 filles et 198 800 garçons). Au cours de la première année, 42 000 membres des ménages des enfants recevant des rations à emporter bénéficieront également de l'aide du PAM. Le nombre des bénéficiaires directs diminuera fortement au cours des cinq ans que durera le PSP, puisque le PAM se recentrera progressivement vers l'assistance technique tandis que le Gouvernement prendra graduellement en charge la gestion directe du programme de repas scolaires.
76. Grâce aux repas scolaires, l'alimentation des ménages et des communautés dont sont issus les enfants bénéficiaires sera plus variée et les exploitants qui vendent leurs produits alimentaires aux écoles pourront compter sur des revenus réguliers. Les cuisiniers et les membres des communautés participant à la planification et à la mise en œuvre du programme verront leurs capacités s'améliorer ainsi que leurs perspectives d'émancipation; les femmes seront encouragées à participer au même titre que les hommes. Les communautés de petits agriculteurs et les commerçants bénéficieront des améliorations qui seront apportées à l'infrastructure ainsi que des nouveaux systèmes d'information et du renforcement des capacités prévus au titre de l'activité 2.
77. Les institutions nationales et infranationales avec lesquelles le PAM collaborera tireront profit de l'amélioration des capacités institutionnelles et humaines, des systèmes de gestion de l'information, des outils de connaissance et des mécanismes de coordination de toutes les activités. Le renforcement des capacités nationales profitera donc à un nombre de personnes beaucoup plus important que celui qui apparaît au tableau 1.
78. Les bénéficiaires des services liés à la chaîne d'approvisionnement fournis par le PAM à des tiers comprennent les acteurs participant aux interventions humanitaires, les partenaires du développement et les intervenants nationaux des secteurs public et privé.
79. Le PSP interviendra en priorité dans les régions du pays qui sont particulièrement touchées par l'insécurité alimentaire, la malnutrition, les chocs et tensions chroniques et temporaires et d'autres problèmes tels que la pauvreté multidimensionnelle et l'accumulation de privations diverses. Le PAM effectuera régulièrement des analyses afin de guider l'établissement des priorités nationales des cibles des ODD, l'objectif étant de ne laisser personne de côté; il ciblera les activités du PSP en conséquence.

TABLEAU 1: NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES, PAR EFFET DIRECT STRATÉGIQUE ET PAR ACTIVITÉ (TOUTES LES ANNÉES)⁴⁹

Effet direct stratégique 1, activité 1		Filles	Garçons	Femmes	Hommes	Total
Fournir un appui à la mise en œuvre et une assistance technique, notamment pour l'élaboration de politiques et de programmes fondés sur des éléments factuels, aux acteurs nationaux et infranationaux des secteurs public et privé qui sont impliqués dans les filets de protection sociale et, en particulier, dans les initiatives axées sur l'alimentation scolaire utilisant la production locale	Repas scolaires	115 400	120 200	-	-	235 600
	Alimentation scolaire utilisant la production locale	75 400	78 340	-	-	153 740
	Rations à emporter	9 050	10 150	11 950	10 850	42 000
Total (hors chevauchement)**		196 700	205 140	11 950	10 850	424 640

* L'assistance technique et l'appui aux capacités apportés au titre des activités 2 à 6 ne prévoient aucun transfert aux bénéficiaires mais profiteront néanmoins aux communautés, aux ménages, aux femmes et aux hommes de nombreuses régions.

** Les chevauchements sont dus au passage des programmes traditionnels de repas scolaires à des programmes utilisant la production locale et au fait que des élèves bénéficient de repas scolaires et de rations à emporter.

4.2 Transferts

Transferts de produits alimentaires et transferts de type monétaire

80. Pour faciliter la fourniture de repas scolaires quotidiens, le PAM aura recours à des procédures centralisées pour acheter les denrées alimentaires, se les procurera en nature, ou versera aux écoles de l'argent (par l'intermédiaire de circuits publics reconnus) qu'elles pourront utiliser pour acheter de la nourriture localement. Les rations varieront en fonction de l'origine des produits alimentaires mais respecteront une série de normes nutritionnelles minimales unique dans le but d'optimiser la variété des produits et leur contenu nutritionnel. Les repas scolaires utilisant la production locale se composeront de riz, de produits d'origine animale, de légumes, d'huile et de sel iodé; leur coût fera l'objet d'un suivi et sera ajusté en fonction de l'inflation, des cours du marché et des fluctuations saisonnières. Le prix du repas prévoira une marge raisonnable pour couvrir les coûts du transport et les dépenses administratives des fournisseurs locaux et garantir des profits équitables à toutes les personnes concernées. Au cours des cinq ans que durera le PSP, le programme devrait progressivement délaissier les transferts de vivres au profit des transferts de type monétaire et adopter une approche axée sur la production locale, ce qui permettra de diversifier l'assortiment alimentaire et de faire en sorte qu'il corresponde mieux aux préférences alimentaires locales tout en stimulant les marchés locaux et le commerce agricole des petits exploitants.
81. Les rations à emporter se composeront de riz enrichi et d'huile végétale en provenance des États-Unis d'Amérique et seront comparables en valeur au montant des bourses du Gouvernement du Cambodge, soit 60 dollars par an; elles seront distribuées deux fois sur 10 mois.

⁴⁹ Les filles et les garçons sont des bénéficiaires de moins de 18 ans. En raison de la scolarisation tardive des enfants et des redoublements, les classes supérieures de l'enseignement primaire comptent souvent des filles et des garçons adolescents.

82. L'appui aux systèmes alimentaires durables prévoit la possibilité d'opérer des transferts de type monétaire au profit des conseils communaux pour compléter les budgets annuels de leurs programmes d'investissement en fonction des besoins recensés. Aucun ménage individuel ne recevra de transfert.

TABLEAU 2: RATIONS ALIMENTAIRES (<i>grammes/personne/jour</i>) ET VALEUR DES TRANSFERTS DE TYPE MONÉTAIRE (<i>dollars/personne/jour</i>), PAR EFFET DIRECT STRATÉGIQUE ET PAR ACTIVITÉ					
	Effet direct stratégique 1, activité 1				
	Fournir un appui à la mise en œuvre et une assistance technique, notamment pour l'élaboration de politiques et de programmes fondés sur des éléments factuels, aux acteurs nationaux et infranationaux des secteurs public et privé qui sont impliqués dans les filets de protection sociale et, en particulier, dans les initiatives axées sur l'alimentation scolaire utilisant la production locale				
Type de bénéficiaire	Niveau 1	Niveau 1	Niveau 1	Niveau 1	Niveau 1
Modalité	Repas scolaires - produits alimentaires	Alimentation scolaire utilisant la production locale (complet) - espèces*	Alimentation scolaire utilisant la production locale (hybride) - produits alimentaires/ espèces*	Alimentation scolaire utilisant la production locale (déjeuner) - espèces	Rations à emporter - produits alimentaires**
Riz	115	115	115	150	10
Poisson en conserve	20	-	-	-	-
Légumes secs	10	-	-	-	-
Huile	5	5	5	5	1
Sel	3	3	3	3	-
Légumes	-	30	30	70	-
Viande/poisson/œufs	-	20	20	40	-
Total	153	173	173	268	11
Total kcal/jour	553	523	523	710	307
% kcal d'origine protéique	11	10	10	10	9
Espèces	0	0,175***	0,111***	0,278***	
Nombre de jours d'alimentation par an	200	200	200	200	300

* L'argent sera transféré aux écoles et non individuellement à chacun des bénéficiaires.

** Les rations à emporter s'entendent en kilogrammes par mois; la teneur en calories est calculée sur la base d'une famille de cinq personnes consommant 10 rations distribuées deux fois en 10 mois.

*** Soit l'équivalent en dollars de 700, 440 et 1 100 riels, respectivement. Les chiffres en italique indiquent la ventilation de la composition des repas utilisant les produits locaux.

TABLEAU 3: TOTAL DES BESOINS EN PRODUITS ALIMENTAIRES/ TRANSFERTS DE TYPE MONÉTAIRE ET VALEUR		
Produits alimentaires/ transferts de type monétaire	Total (en tonnes)	Total (en dollars)
Céréales	8 047	3 187 740
Légumineuses secs	506	248 133
Huiles et matières grasses	397	412 865
Autres	1 165	2 636 235
Total (produits alimentaires)	10 115	6 484 974
Transferts de type monétaire		9 474 934
Total (valeur des produits alimentaires et des transferts de type monétaire)	10 115	15 959 908

Renforcement des capacités, notamment dans le cadre de la coopération Sud-Sud

83. Pour aider le Cambodge à atteindre les ODD 2 et 17, le PAM travaillera en étroite collaboration avec des acteurs nationaux pour renforcer durablement les capacités individuelles et institutionnelles nécessaires à la réalisation des cinq effets directs stratégiques. Un tableau du renforcement des capacités dans le pays sera établi pour guider et faciliter le suivi de l'évolution des rôles et des capacités, en tenant compte des questions d'égalité des genres de manière à faire évoluer les relations femmes-hommes.
84. Le PAM mobilisera ses bureaux de liaison et ses centres d'excellence pour faciliter la coopération Sud-Sud entre le Gouvernement du Cambodge et les gouvernements d'autres pays comme le Brésil (pour les programmes d'alimentation scolaire utilisant la production locale) et la Chine (pour les réserves alimentaires et les repas scolaires) afin qu'ils échangent des connaissances, des savoir-faire et des enseignements tirés de l'expérience. Avec l'appui de son bureau régional, le Bureau du PAM au Cambodge encouragera la collaboration avec d'autres pays et des réseaux de l'Asie du Sud-Est, notamment avec l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est, dans divers domaines, et plus particulièrement ceux des programmes d'alimentation scolaire, de l'enrichissement du riz, de la collaboration avec le secteur privé, des programmes de protection sociale réactifs face aux chocs et des solutions technologiques novatrices.

4.3 Chaîne d'approvisionnement

85. Le PAM se procurera les produits alimentaires au plan international, régional ou local en fonction des disponibilités des marchés et des instructions des donateurs. Les produits importés seront reçus au port de Sihanoukville puis transportés jusqu'aux entrepôts de Phnom Penh et Siem Reap d'où ils seront ensuite acheminés vers les sites des projets par des sociétés de transport locales. En consultation avec la Green Trade Company, le PAM étudiera les possibilités de faire livrer les produits par les fournisseurs locaux directement dans les écoles, de gérer les plateformes d'entreposage sous-régionales et de mélanger localement le riz enrichi.
86. L'argent nécessaire aux écoles pour les achats de produits alimentaires locaux sera périodiquement viré sur les comptes de celles-ci par l'entremise de circuits gouvernementaux. Avec l'aide du PAM et de partenaires techniques, et dans le respect des règles nationales en vigueur, les autorités communales et les responsables des écoles achèteront la nourriture à des fournisseurs locaux qui la livreront directement aux écoles en suivant un calendrier convenu. Ces achats locaux permettront de réduire les transports

longue distance, minimisant ainsi l'impact environnemental tout en favorisant les pratiques agricoles durables. Les fournisseurs, les responsables des écoles et les autorités nationales recevront une formation relative à la qualité et à la sécurité sanitaire des aliments qui leur permettra d'assumer leurs fonctions de contrôle. Le processus d'achat sera mis en œuvre de manière transparente et participative; les producteurs et fournisseurs de toute la communauté seront mobilisés et consultés, assurant ainsi l'inclusion de tous et l'équité entre les femmes et les hommes.

87. Le PAM aidera les homologues nationaux et infranationaux des secteurs public et privé à optimiser les chaînes d'approvisionnement et de valeur des produits agricoles selon que de besoin, et contribuera à la gestion d'une réserve alimentaire utilisable en cas de catastrophe.

4.4 Capacité du bureau de pays et profil du personnel

88. Suite à une évaluation de la préparation organisationnelle du bureau de pays réalisée à la mi-2018, celui-ci a été restructuré pour mieux s'accorder à la ligne de visée du PSP et à son portefeuille d'activités; la nouvelle structure ne modifie pas la présence sur le terrain, jugée adéquate, mais reflète un accroissement de la collaboration stratégique et technique avec les homologues nationaux dans les domaines de l'élaboration des politiques, de la formulation des programmes, des capacités institutionnelles et humaines, du travail d'analyse et de la gestion de l'information ainsi que de la gouvernance des activités collaboratives liées aux ODD. Le bureau de pays a pour objectif d'optimiser l'usage du savoir-faire, de l'expérience et de la réputation que son équipe a acquis au cours des années, d'améliorer la parité des sexes et les compétences, de recruter davantage d'administrateurs nationaux aux postes de direction, et de renforcer les capacités dans les domaines de l'adaptation au changement climatique, des stratégies novatrices de réduction des risques de catastrophe et des technologies de l'information. Un plan de perfectionnement professionnel permettra de faciliter la transition vers une assistance technique accrue. Des examens auront lieu chaque année pour adapter continuellement les capacités de l'équipe aux ajustements apportés au portefeuille d'activités et aux prévisions de ressources.

4.5 Partenariats

89. Le PAM cultivera et renforcera ses relations avec ses principaux homologues gouvernementaux et tirera profit de sa présence dans les régions pour renforcer sa collaboration avec les partenaires du gouvernement décentralisé. Le PAM coopérera avec le Ministère des affaires féminines, les groupes de femmes et les partenaires et les groupes de travail concernés pour faire avancer l'égalité des genres dans le domaine de la sécurité alimentaire et la nutrition.
90. Le PAM continuera de participer activement au réseau SUN des Nations Unies et intensifiera sa collaboration avec ses partenaires des Nations Unies, notamment les organismes ayant leur siège à Rome, à la recherche de complémentarités et de synergies, pour éventuellement mener ensemble des activités de mobilisation de fonds et de programmation.
91. Il continuera de collaborer avec ses partenaires de mutualisation des savoirs, comme les instituts de recherche et les universités, pour la production de données probantes, l'évaluation et l'analyse des résultats des programmes et la recherche de solutions technologiques novatrices et en matière de prévisions fondées sur l'impact.
92. Le PAM négociera des partenariats entre le secteur public et le secteur privé et collaborera plus étroitement avec ce dernier pour mettre à profit ses connaissances et ses financements. Il coopérera avec les pouvoirs publics et le secteur privé à toutes les étapes de la production, de la transformation et de la consommation des aliments, notamment pour améliorer la disponibilité de riz enrichi et l'accès à des aliments sains nécessitant peu de préparation. Le PAM s'efforcera également de trouver des partenaires de financement

non habituels (à savoir des pays qui ne sont pas membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques) et de collaborer avec eux.

93. Étant donné l'importance croissante que prend l'assistance technique, le PAM va chercher à redéfinir de nouvelles pistes de collaboration avec les partenaires coopérants, notamment dans les domaines de la sensibilisation, de la mobilisation et de la participation des communautés et de la formulation de stratégies nationales.

5. Gestion de la performance et évaluation

5.1 Modalités de suivi et d'évaluation

94. Les activités de suivi et d'évaluation réalisées pour mesurer la performance par rapport aux cibles fixées pour chaque effet direct stratégique tiendront compte de la problématique femmes-hommes et seront conformes au Cadre de résultats institutionnels du PAM pour 2017-2021. Pour assurer un suivi régulier, le PAM aura recours aux plateformes numériques qui permettent de saisir les changements se produisant en temps réel et de prendre ainsi rapidement des mesures correctrices. Un mécanisme de remontée de l'information provenant des bénéficiaires et intégrant un service de messagerie vocale consentira au personnel de terrain d'opérer des corrections rapides. Avec ses principaux homologues gouvernementaux, le PAM évaluera chaque année les progrès accomplis pour atteindre les objectifs de capacité nationale et infranationale et les présentera dans le tableau de renforcement des capacités du pays. Il mettra au point des approches quantitatives, qualitatives et participatives pour veiller à bien tirer les enseignements de la mise en œuvre pendant toute la durée du PSP et respecter ses obligations redditionnelles. Les données seront ventilées par sexe et par âge et tiendront compte des facteurs de vulnérabilité. Des évaluations décentralisées et des examens financés par des dons seront organisés en fonction des exigences des donateurs, et concerneront notamment les programmes d'alimentation scolaire. Un examen du PSP à mi-parcours évaluera les progrès et permettra de procéder à des ajustements. Le Bureau de l'évaluation effectuera une évaluation indépendante du portefeuille de pays en 2022 pour guider la définition des orientations stratégiques futures.
95. Le PAM participera au suivi et à l'évaluation des résultats collectifs du PNUAD pour 2019-2023 et aux examens de l'avancement des stratégies pertinentes du Gouvernement, et plus particulièrement la stratégie nationale pour la sécurité alimentaire et la nutrition (2019-2023), notamment en ce qui concerne la réalisation des ODD au Cambodge.

5.2 Gestion des risques

Risques stratégiques

96. Au moment de la rédaction du présent PSP, la stratégie nationale pour la sécurité alimentaire et la nutrition (2019-2023) et le plan national de développement stratégique n'étaient pas encore disponibles. Bien que le PSP soit conforme à la phase IV de la stratégie rectangulaire pour la croissance, l'emploi, l'équité et l'efficacité (2019-2023), il est possible que certaines priorités soient modifiées. Le bureau de pays se concertera avec le Gouvernement pour veiller à l'harmonisation du PSP avec les priorités nationales.
97. Les risques tels que les chocs climatiques et les catastrophes naturelles, les changements politiques et les fluctuations de l'économie feront l'objet d'une surveillance de la part du PAM qui pourra ainsi les atténuer et adapter ses activités en conséquence. Il aidera à déterminer les facteurs systémiques susceptibles de faire obstacle à la transformation des relations entre les femmes et les hommes et à l'inclusion sociale nécessaires pour garantir à tous la sécurité alimentaire et une bonne nutrition.
98. L'instabilité du paysage financier international fait peser une menace sur la réalisation des programmes du PAM. Pour assurer une transition progressive et sans heurt, le PAM

s'efforcera d'établir les budgets et de mobiliser les ressources en collaboration avec les homologues nationaux et étudiera les possibilités d'obtenir de nouvelles ressources et d'instaurer de nouveaux partenariats. Il travaillera en coopération étroite avec ses homologues nationaux pour que les activités de sécurité alimentaire et de nutrition soient bien ancrées dans les politiques et les stratégies nationales, assurant ainsi leur durabilité et l'affectation de ressources intérieures suffisantes.

99. Une gestion stratégique des ressources humaines et des partenariats techniques permettra de limiter un manque éventuel de capacités techniques en interne dû à un déficit de ressources.

Risques opérationnels

100. La réussite du PSP repose sur la capacité des homologues nationaux d'assurer la pleine maîtrise des activités des programmes, de les gérer de manière autonome et de bien en assumer la responsabilité. Outre un suivi solide, le PAM s'investira pour accompagner et conseiller ses homologues à tous les niveaux, en harmonisant les approches des programmes aux structures nationales de responsabilités institutionnelles et sociales et en optimisant les remontées d'information provenant des bénéficiaires.

Risques fiduciaires

101. Le PAM continuera de mettre l'accent sur la transparence et l'obligation de rendre des comptes pour atténuer les risques éventuels de fraude et de corruption qui pourraient entraîner des pertes financières et entacher sa réputation.

6. Des ressources axées sur les résultats

6.1 Budget de portefeuille de pays

102. Le budget nécessaire à la mise en œuvre du PSP s'élève à 50,24 millions de dollars, et comprend des ressources affectées aux activités axées sur l'égalité des genres et destinées à transformer les relations entre hommes et femmes. Ce budget est considérablement inférieur à celui des années précédentes, ce qui est représentatif d'une évolution du contexte de l'assistance au développement au Cambodge et des besoins d'aide du pays qui se réorientent de la prestation de services vers l'assistance technique nécessaire à l'élaboration des politiques et programmes nationaux et au renforcement des capacités.

Effet direct stratégique	2019	2020	2021	2022	2023	Total
1	11 617 291	9 182 487	6 477 300	5 692 160	4 792 310	37 761 548
2	-	1 409 911	1 571 642	1 552 230	1 476 584	6 010 367
3	347 122	458 750	537 524	440 022	477 375	2 260 794
4	782 030	879 167	674 067	643 772	639 157	3 618 193
5	74 028	106 588	113 758	146 827	149 207	590 409
Total	12 820 472	12 036 903	9 374 292	8 475 011	7 534 633	50 241 310

103. Le programme d'alimentation scolaire (effet direct stratégique 1) représente 75 pour cent du budget total. Les besoins témoignent d'une réorientation du programme, qui se tourne vers les repas scolaires utilisant la production locale et dont la couverture géographique va en rétrécissant. Avec la transition vers la prise en charge du programme par le

Gouvernement, les crédits budgétaires affectés au renforcement des capacités augmentent proportionnellement au fil des ans.

104. Le budget correspondant à l'effet direct stratégique 2 représente 12 pour cent du total; il couvre l'élaboration conjointe de programmes avec les homologues nationaux, dont le démarrage est prévu en 2020 dans le cadre de plans concertés relatifs au changement climatique, à la réduction des risques de catastrophe et à l'agriculture, et comprend des affectations complémentaires destinées à transposer à plus grande échelle les initiatives de transformation des aliments ayant fait leurs preuves.
105. Les affectations budgétaires au titre des effets directs stratégiques 3 et 4 représentent une modeste proportion du budget (respectivement 4,5 et 7 pour cent), et couvrent essentiellement le coût des activités de renforcement des capacités. Les tendances budgétaires traduisent des investissements précoces dans l'infrastructure des systèmes d'information et la formulation d'outils de connaissance, un développement soutenu des capacités humaines tout au long de la durée du PSP, et une transition progressive vers une gestion directe des programmes et des plateformes de coordination par les pouvoirs publics.
106. Le budget correspondant à l'effet direct stratégique 5 couvre les coûts relatifs aux services à des tiers.
107. Il est prévu que durant la période 2019-2023, au moins 12 pour cent du budget seront consacrés aux activités favorisant l'égalité des genres.

6.2 Perspectives de financement

108. La croissance économique considérable que connaît le Cambodge et son accession au statut de pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure s'accompagnent d'une réduction de l'aide publique au développement, d'un passage à des prêts au développement et d'une hausse des investissements étrangers directs. Les financements intérieurs, notamment les investissements dans le secteur social, augmentent grâce à la hausse des recettes fiscales. Le secteur privé joue un rôle de plus en plus important dans le financement des activités du secteur productif.

6.3 Stratégie de mobilisation des ressources

109. La stratégie de mobilisation des ressources sera établie en collaboration avec les partenaires gouvernementaux pour assurer l'harmonisation avec les priorités nationales, la coordination ainsi que l'alignement avec les ressources allouées par le pays. Des propositions de financement élaborées conjointement et formellement approuvées ou présentées par le Gouvernement permettront d'affiner les prévisions de ressources du PAM à l'avenir. Alors que l'appui des donateurs habituels s'amenuise, le secteur privé international offre des perspectives de continuité, et de nouvelles possibilités de financement et/ou d'assistance technique se font jour dans la région mais aussi de la part de fonds mondiaux et de fondations. Dans le cadre du nouveau PNUAD, des efforts concertés sont déployés pour mobiliser conjointement des fonds, et la Banque mondiale, les organismes ayant leur siège à Rome et le réseau SUN des Nations Unies travaillent en partenariat étroit pour obtenir et mettre en commun des ressources en vue d'améliorer les gains d'efficacité et l'efficacité.
110. Un plan d'action en matière de partenariat guidera la collaboration avec les partenaires financiers; il optimisera l'avantage comparatif du PAM et sa contribution aux ODD 2 et 17 au Cambodge, tout en préservant la transparence des investissements du PSP et de ses résultats.

ANNEXE I

CADRE LOGIQUE DU PLAN STRATÉGIQUE DE PAYS ÉTABLI POUR LE CAMBODGE (2019-2023)

But stratégique 1: Aider les pays à atteindre l'objectif Faim zéro

Objectif stratégique 1: Éliminer la faim en préservant l'accès à l'alimentation

Résultat stratégique 1: Chacun a accès à la nourriture

Effet direct stratégique 1: D'ici à 2025, les communautés vulnérables ont accès à des aliments nutritifs, sûrs, variés, faciles à préparer, disponibles à un prix abordable et correspondant à leurs préférences

Catégorie d'effet direct correspondante:
maintien/amélioration de l'accès des individus et des ménages à une alimentation suffisante

Tient compte de la nutrition

Domaine d'action privilégié:
causes profondes

Hypothèses

Le Gouvernement et les donateurs engagent des ressources suffisantes en faveur des activités de protection sociale, y compris le programme d'alimentation scolaire utilisant la production locale.

Les prix des marchés restent stables.

Indicateurs d'effet direct

Score de diversité alimentaire

Score de consommation alimentaire

Score de consommation alimentaire – nutrition

Part des dépenses consacrées à l'alimentation

Taux de poursuite des études

Score de capacité Faim zéro

Activités et produits

1. Fournir un appui à la mise en œuvre et une assistance technique, notamment pour l'élaboration de politiques et de programmes fondés sur des éléments factuels, aux acteurs nationaux et infranationaux des secteurs public et privé qui sont impliqués dans les filets de protection sociale et, en particulier, dans les initiatives axées sur l'alimentation scolaire utilisant la production locale

Des repas nutritifs sont servis aux enfants scolarisés dans le primaire et en maternelle (bénéficiaires de niveau 1), dans le cadre d'un programme de repas scolaires pris en charge par les autorités nationales qui répond aux besoins alimentaires et nutritionnels essentiels de ces enfants et contribue ainsi à l'amélioration de leurs résultats scolaires. (A: Ressources transférées)

Des repas nutritifs sont servis aux enfants scolarisés dans le primaire et en maternelle (bénéficiaires de niveau 1), dans le cadre d'un programme de repas scolaires pris en charge par les autorités nationales qui répond aux besoins alimentaires et nutritionnels essentiels de ces enfants et contribue ainsi à l'amélioration de leurs résultats scolaires. (B: Aliments nutritifs fournis)

Des repas nutritifs, composés de produits de l'agriculture locale, sont servis aux enfants scolarisés dans le primaire et en maternelle (bénéficiaires de niveau 1) afin d'améliorer l'apport alimentaire de ces enfants et de les aider à acquérir des habitudes alimentaires saines. (A: Ressources transférées)

Des repas nutritifs, composés de produits de l'agriculture locale, sont servis aux enfants scolarisés dans le primaire et en maternelle (bénéficiaires de niveau 1) afin d'améliorer l'apport alimentaire de ces enfants et de les aider à acquérir des habitudes alimentaires saines. (B: Aliments nutritifs fournis)

Les producteurs et fournisseurs d'aliments locaux, en particulier les femmes (bénéficiaires de niveau 2), tirent profit de la vente assurée et prévisible de leurs produits dans le cadre des activités d'alimentation scolaire utilisant la production locale; ces activités leur offrent des possibilités de gain accrues et contribuent à rendre plus abordable une alimentation variée. (F: Achats effectués auprès de petits exploitants)

Les ménages dont les enfants sont scolarisés dans le primaire et en maternelle (bénéficiaires de niveau 3) profitent également de ces initiatives, car la charge économique qui pèse sur eux se trouve allégée du fait qu'un repas est servi chaque jour à leurs enfants, et ils ont du même coup accès plus facilement à une alimentation nutritive. (A: Ressources transférées)

Les enfants scolarisés dans le primaire et en maternelle (bénéficiaires de niveau 2) tirent profit de la capacité accrue du secteur privé, des pouvoirs publics, des micro- et petits entrepreneurs (notamment les femmes) d'offrir de nouvelles possibilités d'accès à des aliments sûrs, nutritifs et ne nécessitant qu'une préparation minimale, ce qui a pour effet d'améliorer la qualité de l'alimentation. (C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

Les enfants d'âge scolaire (bénéficiaires de niveau 2) tirent profit de la capacité renforcée des interlocuteurs gouvernementaux, aux niveaux national et infranational, d'adopter des programmes nationaux d'alimentation scolaire utilisant la production locale qui ont pour effet d'améliorer l'accès à une alimentation nutritive, à un prix abordable, tout au long de l'année. (C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

Objectif stratégique 3: Assurer la sécurité alimentaire

Résultat stratégique 4: Les systèmes alimentaires sont durables

Effet direct stratégique 2: D'ici à 2023, la résilience des communautés pauvres et vulnérables face aux chocs et aux tensions auxquels est soumis le système alimentaire est renforcée

Catégorie d'effet direct correspondante:
amélioration de l'adaptation des ménages et de leur résilience face aux chocs climatiques et autres

Tient compte de la nutrition

Domaine d'action privilégié:
renforcement de la résilience

Hypothèses

L'environnement politique et économique reste stable au Cambodge.

Des ressources peuvent être mobilisées pour pérenniser l'activité.

Indicateurs d'effet direct

Proportion de communautés ciblées dans lesquelles la capacité à gérer les chocs et les risques climatiques s'est manifestement améliorée

Proportion de la population dans les communautés ciblées faisant état d'avantages découlant de l'amélioration de la base des moyens d'existence

Score de capacité Faim zéro

Activités et produits

2. Fournir un appui à la mise en œuvre et une assistance technique aux acteurs des secteurs public et privé, aux niveaux national et infranational, impliqués dans les activités de production et de transformation alimentaires. (Adaptation au changement climatique et gestion des risques)

Les communautés de petits exploitants agricoles (bénéficiaires de niveau 2) tirent parti d'infrastructures et d'installations à petite échelle qui renforcent la résilience et facilitent la production alimentaire adaptée au climat et tenant compte des enjeux nutritionnels. (L: Investissements consacrés à l'infrastructure et à l'équipement appuyés)

Les communautés de petits exploitants agricoles (bénéficiaires de niveau 2) tirent profit d'un meilleur accès à des informations et à des compétences qui leur permettent de produire des aliments adaptés au climat, nutritifs et variés à destination des marchés locaux. (C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

La population cambodgienne (bénéficiaires de niveau 3) tire avantage de la capacité accrue du secteur privé, des pouvoirs publics et des petites et moyennes entreprises (notamment celles dirigées par des femmes) d'appliquer à leur tour des pratiques de transformation de produits alimentaires prometteuses pour augmenter la disponibilité d'aliments sains, nutritifs, et d'un prix abordable. (C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

Les communautés vulnérables (bénéficiaires de niveau 3) tirent profit de la généralisation de stratégies intégrées visant à améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition, l'adaptation au changement climatique et la réduction des risques de catastrophe dans les plans de développement mis en place au niveau des communes pour rendre les systèmes de production alimentaire plus résilients face aux aléas climatiques. (C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

But stratégique 2: Nouer des partenariats pour faciliter la mise en œuvre des ODD

Objectif stratégique 4: Appuyer la mise en œuvre des ODD

Résultat stratégique 5: Les pays en développement ont des capacités renforcées pour mettre en œuvre les ODD

Effet direct stratégique 3: D'ici à 2025, les capacités des institutions nationales et infranationales en matière d'atténuation des risques auront été renforcées, et celles-ci mèneront une action concertée de préparation aux chocs et d'intervention en cas de crise

Catégorie d'effet direct correspondante:
renforcement de la capacité des institutions et systèmes publics et privés, y compris les intervenants locaux, à recenser, cibler et secourir les populations en situation d'insécurité alimentaire et de vulnérabilité sur le plan nutritionnel

Tient compte de la nutrition

Domaine d'action privilégié:
renforcement de la résilience

Hypothèses

Les autorités nationales et les parties prenantes continuent de considérer le Forum des interventions humanitaires en tant que partenaire pour les activités de préparation aux situations d'urgence et d'intervention en cas de crise.

Indicateurs d'effet direct

Indice des capacités de préparation aux situations d'urgence

Activités et produits**3. Fournir un appui technique aux acteurs nationaux qui interviennent dans le cadre des mécanismes de préparation aux chocs et d'intervention en cas de crise et assurent une coordination éclairée tenant compte des risques. (Préparation aux situations d'urgence)**

Les communautés vulnérables (bénéficiaires de niveau 3) profitent du renforcement des instruments, des systèmes et des compétences dont disposent les institutions nationales et infranationales pour préserver efficacement les systèmes alimentaires à l'aide des mécanismes de gestion des catastrophes existants. (C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

Les communautés vulnérables (bénéficiaires de niveau 3) tirent parti de l'intégration renforcée des systèmes visant à améliorer la capacité de réaction en cas de choc des dispositifs de protection sociale, notamment les réserves alimentaires, aux niveaux national et infranational, ce qui rend possibles des interventions rapides en cas de catastrophe et l'accès à une alimentation suffisante en temps de crise. (C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

Les communautés vulnérables (bénéficiaires de niveau 3) tirent profit de l'utilisation, par les institutions nationales et infranationales, d'analyses améliorées des tendances en matière d'impact climatique et de modèles d'adaptation/atténuation, qui permettent de rendre les systèmes alimentaires climatiquement rationnels. (C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

Effet direct stratégique 4: D'ici à 2030, les institutions nationales et infranationales disposent de capacités renforcées pour définir, coordonner et mettre en place des interventions éclairées, efficaces et équitables permettant d'atteindre les objectifs de sécurité alimentaire et de nutrition

Catégorie d'effet direct correspondante:
renforcement de la capacité des institutions et systèmes publics et privés, y compris les intervenants locaux, à recenser, cibler et secourir les populations en situation d'insécurité alimentaire et de vulnérabilité sur le plan nutritionnel

Tient compte de la nutrition

Domaine d'action privilégié:
causes profondes

Hypothèses

Le Réseau SUN reste l'instance principale de coordination dans le pays pour les questions de nutrition. Les institutions nationales et infranationales continuent de soutenir les activités visant à renforcer les systèmes.

Indicateurs d'effet direct

Taux de satisfaction des usagers

Score de capacité Faim zéro

Activités et produits

4. Mettre au point des systèmes d'information numériques et les intégrer, et fournir aux responsables gouvernementaux et à leurs homologues une assistance technique pour qu'ils soient à même d'utiliser ces dispositifs. (Renforcement des capacités institutionnelles)

Les communautés vulnérables (bénéficiaires de niveau 3) tirent profit d'un suivi efficace des risques et des chocs, des dynamiques qui régissent la sécurité alimentaire et la nutrition et des progrès enregistrés dans la réalisation des ODD, que les institutions nationales et infranationales assurent au moyen de plateformes numériques adaptées et qui permettent d'éclairer le choix de mesures efficaces visant à améliorer l'accès à la nourriture et à renforcer les systèmes alimentaires. (C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

5. Fournir une assistance sur le plan technique et organisationnel et en matière de coordination aux pouvoirs publics et à d'autres acteurs de la sécurité alimentaire, de la nutrition et de la protection sociale, aux niveaux national et infranational. (Renforcement des capacités institutionnelles)

Les communautés vulnérables (bénéficiaires de niveau 3) tirent parti de la planification, du financement et du suivi harmonisés des interventions en matière de sécurité alimentaire, de nutrition et de protection sociale, mises en œuvre grâce à des plateformes de coordination multisectorielles renforcées, aux niveaux infranational et national, et visant à améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition. (M: Mécanismes de coordination nationaux appuyés)

Les Cambodgiens (bénéficiaires de niveau 3) profitent des stratégies et des plans d'action mis en place en matière de sécurité alimentaire, de nutrition et de protection sociale, qui s'appuient sur les connaissances les plus récentes et visent à améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition. (C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

Objectif stratégique 5: Travailler en partenariat pour de meilleurs résultats au regard des ODD

Résultat stratégique 8: Le partage des connaissances, du savoir-faire et de la technologie renforce l'appui apporté par les partenariats mondiaux aux activités menées par les pays en vue de réaliser les ODD

Effet direct stratégique 5: Les partenaires de l'aide humanitaire et de l'aide au développement ont accès tout au long de l'année aux services communs liés à la chaîne d'approvisionnement

Catégorie d'effet direct correspondante:
amélioration des plateformes de
coordination communes

Domaine d'action privilégié:
renforcement de la résilience

Hypothèses

La demande de services liés à la chaîne d'approvisionnement de la part des partenaires de l'aide humanitaire et de l'aide au développement au Cambodge est soutenue ou s'accroît pendant toute la durée du PSP pour assurer la viabilité financière.

Indicateurs d'effet direct

Taux de satisfaction des usagers

Activités et produits

6. Fournir des services liés à la chaîne d'approvisionnement, à la demande d'autres organismes des Nations Unies et d'autres acteurs humanitaires (Prestation de services et plateformes)

Les populations touchées par une crise et d'autres personnes vulnérables (bénéficiaires de niveau 2) tirent parti des services liés à la capacité opérationnelle et à la chaîne d'approvisionnement qui sont fournis aux partenaires de l'aide humanitaire et de l'aide au développement pour faciliter l'exécution des programmes. (H: Services et plateformes partagés mis à disposition)

But stratégique 1: Aider les pays à atteindre l'objectif Faim zéro**C.1. Les populations touchées sont en mesure de tenir le PAM et ses partenaires comptables pour ce qui est de répondre à leurs besoins alimentaires en tenant compte de leurs avis et de leurs préférences****Résultats transversaux**

C.1.1: Proportion de personnes bénéficiant d'une assistance informées au sujet du programme (qui en sont les bénéficiaires, ce qu'ils vont recevoir, quelle est la durée de l'assistance)

C.1.2: Proportion d'activités pour lesquelles les avis donnés en retour par les bénéficiaires sont consignés, analysés et pris en compte pour améliorer les programmes

C.2. Les populations touchées sont en mesure de bénéficier des programmes du PAM d'une manière qui assure et renforce leur sécurité, leur dignité et leur intégrité**Résultats transversaux**

C.2.1: Proportion de personnes ciblées ayant accès à l'assistance sans se heurter à des problèmes de protection

C.3. L'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes progressent au sein des populations bénéficiant de l'assistance du PAM**Résultats transversaux**

C.3.1: Proportion de ménages au sein desquels les décisions quant à l'utilisation des produits alimentaires, des espèces ou des bons sont prises par la femme, par l'homme ou par les deux, ventilée par modalité de transfert

C.3.2: Proportion de femmes parmi les membres des entités prenant les décisions concernant l'assistance alimentaire (comités, conseils, équipes, etc.)

ANNEXE II

VENTILATION INDICATIVE DES COÛTS, PAR EFFET DIRECT STRATÉGIQUE (<i>en dollars</i>)						
	Résultat stratégique 1, cible 1 de l'ODD 2	Résultat stratégique 4, cible 4 de l'ODD 2	Résultat stratégique 5, cible 9 de l'ODD 17	Résultat stratégique 5, cible 9 de l'ODD 17	Résultat stratégique 8, cible 16 de l'ODD 17	Total
	Effet direct stratégique 1	Effet direct stratégique 2	Effet direct stratégique 3	Effet direct stratégique 4	Effet direct stratégique 5	
Transfert	25 531 801	3 645 072	1 641 032	2 785 357	410 793	34 014 054
Mise en œuvre	5 367 196	1 198 326	193 152	161 781	65 980	6 986 435
Coûts d'appui directs ajustés	4 557 855	800 140	288 628	450 227	77 602	6 174 451
Total partiel	35 456 852	5 643 537	2 122 811	3 397 365	554 374	47 174 939
Coûts d'appui indirects (6,5 pour cent)	2 304 695	366 830	137 983	220 829	36 034	3 066 371
Total	37 761 548	6 010 367	2 260 794	3 618 193	590 409	50 241 310

Liste des sigles utilisés dans le présent document

FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FIDA	Fonds international de développement agricole
ODD	objectif de développement durable
ONG	organisation non gouvernementale
PIB	produit intérieur brut
PNUAD	Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement
PRISM	plateformes de gestion en temps réel des systèmes d'information
PSP	plan stratégique de pays
SUN	Renforcement de la nutrition
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance